

La Commune

La lettre d'information des directeurs de l'éducation
n° 63/MARS 2018 - www.andev.fr

SOMMAIRE

01 ÉDITO

02 DOSSIER CONGRÈS DU HAVRE

02 Retours

03 DOSSIER TEMPS ÉDUCATIFS

03 « L'Aménagement des temps scolaires, périscolaires, extrascolaires et rythmes de vie des enfants guadeloupéens » d'après le rapport d'évaluation de l'ORTEJ de 2017

07 La semaine de quatre jours aggrave les inégalités scolaires

08 Théorie de l'action coup de pouce et réalité de la rentrée 2018 : quelles évolutions ?

11 ACTUALITÉS

11 Questions/réponses avec Fanny Anor, conseillère spéciale de J.M. Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale, lors de la commission Éducation de France Urbaine du 10 janvier 2018

12 Création d'un master Cadre Éducatif à l'ESPE

15 VIE DE L'ASSOCIATION

15 Compte rendu du Comité partenarial Jeunesse CNAF le 15 janvier 2018 : Plan Mercredis, étude sur le BAFA...

17 VIE DES RÉSEAUX RÉGIONAUX

17 Compte rendu de la Rencontre Régionale du réseau régional Rhône-Alpes le 18 octobre 2017 à Seyssinet Pariset

19 Compte rendu du groupe régional Île-de-France/Normandie le 15/12/2017 au SIRESCO

22 Synthèse des ateliers sur la mise en débat du retour à 4 jours
Groupe régional Grand Ouest

26 Réseau Sud-Méditerranée Journée « Éducation et Territoires » - Printemps des écoles de la ville de La Ciotat

29 REGARDS

29 Madame Keiko Iwahashi, sociologue japonaise

30 LECTURES

édito



Rozenn MERRIEN
Présidente de l'ANDEV



Le dernier congrès de l'ANDEV au Havre a réuni en novembre dernier plus de 270 cadres éducatifs autour du thème « Éducation culture et transmission ».

Si vous avez loupé cet événement, retrouvez sur le site de l'ANDEV quelques souvenirs marquants de ces rencontres, photos et commentaires, illustrant ce temps fort dans la vie de notre association.

L'actualité éducative de ces derniers mois a été intense et nous a mobilisés... Les collectivités locales vont devoir faire preuve d'adaptation et d'innovation en 2018, pour valoriser les projets conduits au cours de ces dernières années dans le cadre des PEDT et inscrire ainsi leur action dans la continuité. La plupart des villes ont organisé ces dernières semaines des temps de concertation témoignant d'une nécessité toujours renouvelée de se rassembler pour mieux réfléchir et construire ensemble.

Les membres du conseil d'administration de l'ANDEV se joignent à moi pour souhaiter que nos rendez-vous se poursuivent sous le signe des échanges et de la mutualisation de nos expériences sur nos territoires !

Rozenn MERRIEN
Présidente de l'ANDEV

CONGRÈS DE L'ANDEV 2017 : Éducation, Culture et Transmission : Éducation des enfants et des jeunes par l'art et la culture, enjeu de la construction individuelle et citoyenne.

L'**Éducation artistique et culturelle** donne envie de comprendre, d'approfondir, d'aller au-delà de soi, de s'ouvrir à la passion, **d'accepter l'émotion et le sensible**. Pour l'enfant et le jeune, elle participe à **développer les compétences utiles au vivre ensemble** par la rencontre avec différentes cultures. Elle permet la construction du **trait d'union indispensable entre soi et les autres**, pour comprendre la société, en devenir citoyen...

Éduquer, transmettre, s'ouvrir à la culture, aux cultures supposent de **croiser les regards, pour construire, collaborer et coopérer**.

C'est l'invitation à laquelle ont répondu **plus de 270 cadres de l'éducation, acteurs éducatifs associatifs et de l'éducation nationale** à l'occasion du **25^e congrès annuel de l'ANDEV** organisé au Havre les 15, 16 et 17 novembre 2017.

Alternant éclairages scientifiques de François Dubet et Alain Kerlan et ateliers de pratiques artistiques ou philosophiques, ce congrès contribue au débat national sur l'éducation artistique et culturelle en dégageant collectivement à l'issue de ses travaux 3 axes structurant :

- promouvoir une politique d'éducation culturelle globale à partir d'un socle commun accessible à tous ;
- renforcer l'approche numérique au niveau local à tous les publics ;
- Valoriser la richesse patrimoniale locale pour en permettre l'appropriation par les enfants du territoire.

L'Andev souhaite ainsi promouvoir **des politiques éducatives intégrant toujours plus de développement culturel, partout et pour tous**.

« L'AMÉNAGEMENT DES TEMPS SCOLAIRES, périscolaires, extrascolaires et rythmes de vie des enfants guadeloupéens » d'après le rapport d'évaluation de l'ORTEJ de 2017

Cet article a pour objectif, à l'aide d'éléments issus du rapport d'évaluation établi par François TESTU, professeur émérite en psychologie à l'Université de Tours et Président de l'ORTEJ, de mettre l'accent sur les points de vigilance à observer, quand nous mettons en place les organisations du temps de l'enfant dans nos collectivités.

Aujourd'hui après quatre années d'existence de « refondation de l'école » initiée par Vincent PEILLON, si le manque d'évaluation scolaire reste prégnant, des études scientifiques ont cependant été menées depuis 2016, à Arras et plus récemment en Guadeloupe par l'Observatoire des Rythmes de l'enfant et du Jeune (ORTEJ) autour de l'impact des nouveaux rythmes de 4,5 jours sur les impacts et conséquences psychologiques, physiologiques, psychosociologiques et éducatives de la politique d'aménagement des temps scolaires, périscolaires et extrascolaires pour des enfants scolarisés en primaire.

L'évaluation, qui s'est tenue de septembre 2016 à avril 2017 auprès de 704 élèves de Grande section, CP et CM2, répartis sur 14 écoles et 7 territoires de la Guadeloupe, a concerné des écoles dites « ordinaires » et des écoles en Réseau d'Éducation Prioritaire (REP et REP +). Les principaux axes de recherche ont été les suivants :

Les temps péri et extrascolaires : parce qu'il est impératif d'appréhender l'enfant dans la globalité de ses temps et espaces de vie en dehors de la classe, l'analyse comparative des rythmes propres de l'enfant.

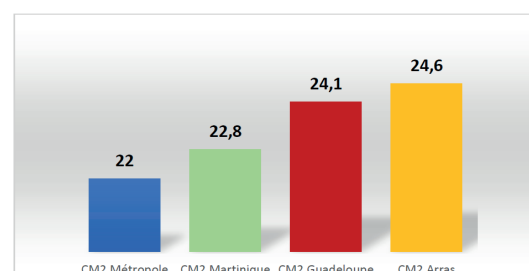
Les rythmicités physiologiques et psychologiques de l'enfant : l'étude a porté, tant sur les niveaux et rythmicités journalières et hebdomadaires de la vigilance en classe que sur le sommeil nocturne. Ces indicateurs ont permis de vérifier l'adaptation en œuvre des temps scolaires et périscolaires aux rythmes des enfants.

L'estime de soi, la construction de soi et la réussite scolaire : parce que l'activité scolaire et son évaluation concourent à la construction identitaire de l'élève et notamment au fondement de la valeur de soi.

Je n'aborderai ni la méthode mise en œuvre pour cette évaluation par l'équipe de chercheurs - je vous invite à vous rapporter au rapport mis en ligne sur le site de l'ORTEJ (www.ortej.org) - ni le détail de la typologie des publics évalués. Il est cependant bien nécessaire de préciser, qu'entre 75 et 97 % d'entre eux, selon leur âge et le mode de consultation mise en œuvre, ont répondu aux sollicitations des chercheurs. Ces résultats donnent une réelle légitimité, s'il était nécessaire d'en trouver une, à l'ensemble des conclusions qui sont mises en avant dans le rapport. Enfin, il existe dans ces différents résultats un comparatif récurrent avec l'étude menée à ARRAS en 2016 sur les mêmes impacts.

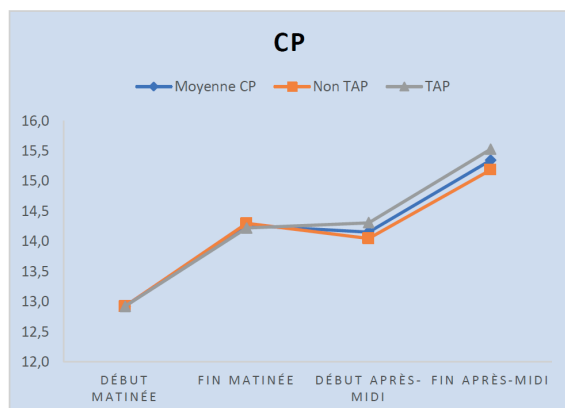
Ce qu'il faut retenir :

Concernant la vigilance, il est mis en avant l'adéquation entre la courbe journalière de vigilance des petits guadeloupéens et la courbe journalière « classique » d'enfants des âges concernés, qu'ils soient en REP ou en école ordinaire. L'accent porte sur le bien-fondé de la mise en œuvre des TAPs qui apporte aux enfants qui y participent une réelle plus-value en termes de vigilance et conséquemment dans leur réussite. Cette vigilance étant d'ailleurs plus importante dans l'île qu'en métropole, avant la refondation.

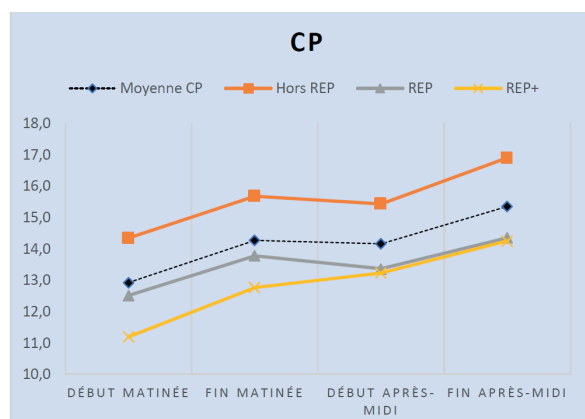


Niveaux de la vigilance d'enfants du CM2 selon le lieu d'évaluation (Métropole, 2007 ; Martinique, 1995, Arras, 2016)

L'accent porte cependant sur le bien-fondé de la mise en œuvre des TAPs qui apporte aux enfants qui y participent une réelle plus-value en terme de vigilance et conséquemment dans leur réussite. Cette vigilance étant d'ailleurs plus importante dans l'île qu'en métropole avant la refondation. Enfin l'appartenance à un REP influence aussi le niveau de vigilance journalière.



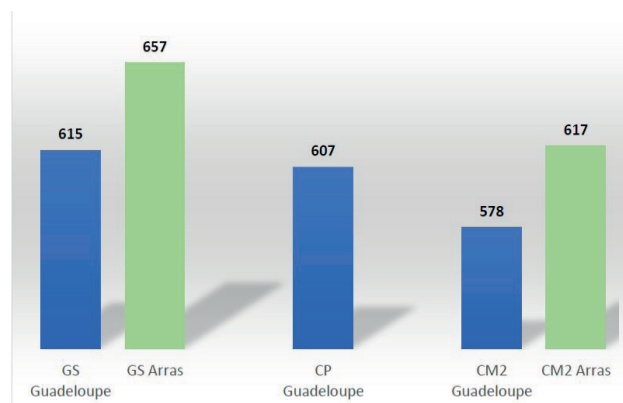
Niveaux et variations journalières de la vigilance d'enfants de CP selon la participation aux TAPs



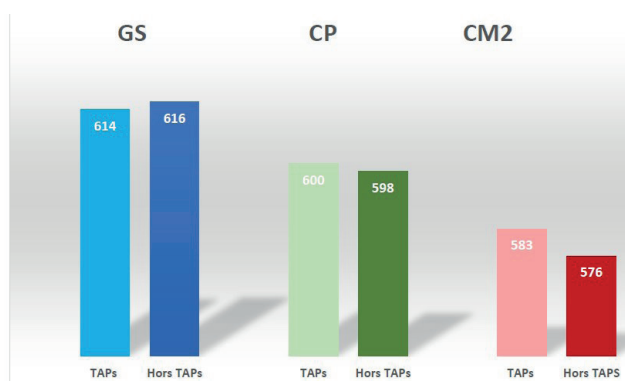
Niveaux et variations journalières de la vigilance d'enfants de CP selon l'appartenance à un REP

Concernant le sommeil, il existe une vraie différence entre le sommeil des îliens et ceux de métropole. Ces derniers dormant plus que leurs homologues ultramarins. Les facteurs environnementaux semblant être en grande partie responsables de cette différence. A retenir néanmoins l'influence des TAPs sur le sommeil des participants et, à l'instar de la vigilance, l'appartenance à un REP ou un REP+, modifie aussi ces temps de sommeil.

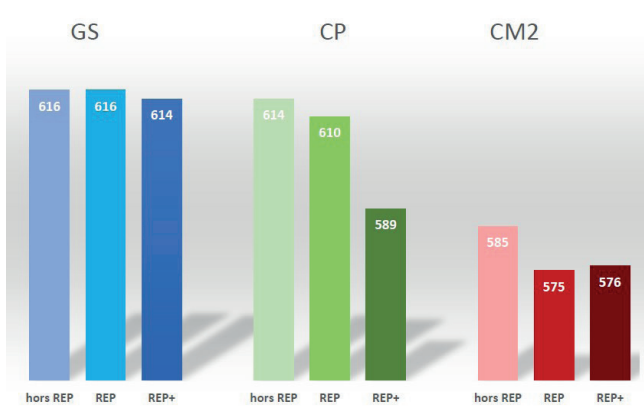
De ces durées, le rapport tend à montrer aussi que la participation aux TAPs à la Guadeloupe est bénéficiaire aux enfants qui y participent quant à leur durée moyenne de sommeil hebdomadaire. Autre enseignement, si le samedi matin travaillé scolairement par une des écoles étudiées montre une légère supériorité de la durée du sommeil, celle-ci n'augmente pas la vigilance des enfants.



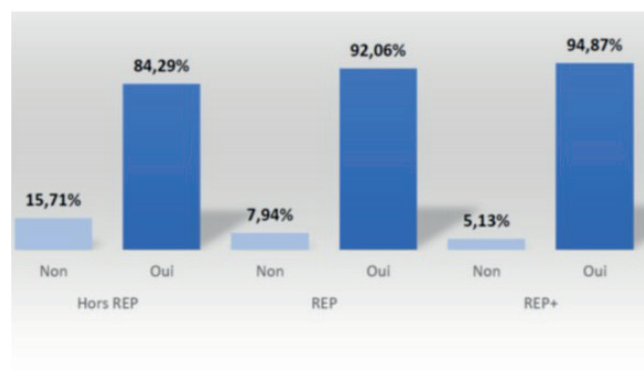
Durée moyenne du sommeil nocturne selon l'âge de l'enfant



Durée moyenne du sommeil nocturne selon la participation ou non aux TAPs



Les durées sont exprimées en minutes



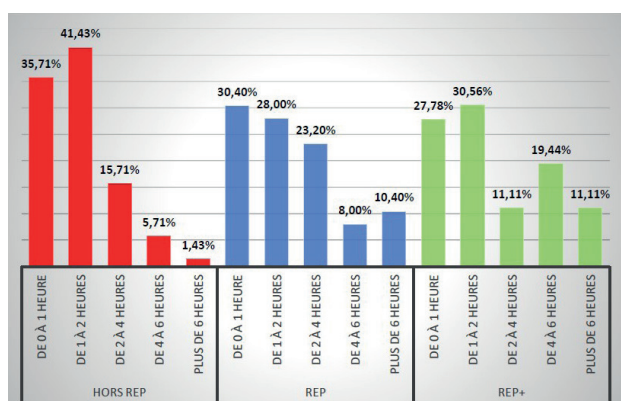
Possession d'une tablette ou d'un téléphone portable et appartenance ou non à un REP+

Les études et recherches approfondies, disponibles dans le rapport intégral, concluent aussi qu'il n'existe aucun effet négatif des nouveaux aménagements mis en œuvre en 2013, sur le sommeil des enfants de maternelle et d'élémentaire.

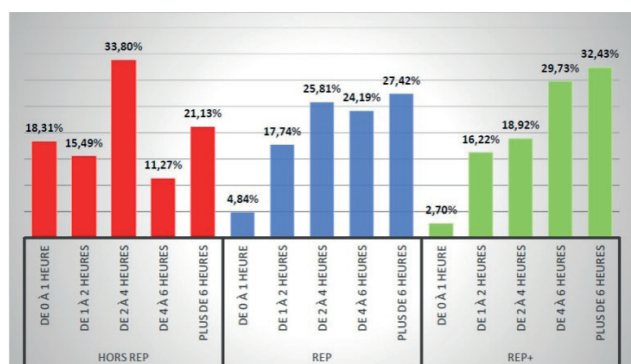
D'autres facteurs sont cependant en jeu. En effet, l'étude a aussi mis en exergue, la possession par les petits guadeloupéens, d'une télévision, d'un PC, d'une tablette ou d'un téléphone et bien sûr de l'utilisation qui en est faite par ces jeunes. Et parmi eux, ce sont aussi les élèves des REP et des REP+ qui en sont les plus dotés.

Et puis nous ne pouvons pas, ne pas faire le lien, entre sommeil et fatigue. Aussi, quand on voit les modes d'utilisation de la télévision ou des autres supports numériques, tant dans leur fréquence que dans leur durée, le rapport de Guadeloupe, comme son prédécesseur d'Arras, montre le travail que l'ensemble des éducateurs, dont les parents en premier lieu, doivent mener pour modifier les habitudes des enfants. Sans doute, cela remettrait en cause cette fameuse fatigue dénoncée par les détracteurs du rythme à 9 demi-journées scolaires, et dont nous entendrons encore parler, à ne pas douter, malgré un retour massif à la semaine de 4 jours en septembre 2018.

Utilisation de la télévision.

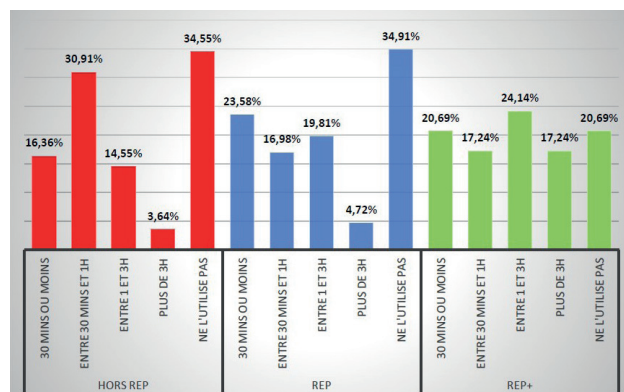


Utilisation de la télévision par les élèves de REP+, REP et hors REP pendant les jours d'école

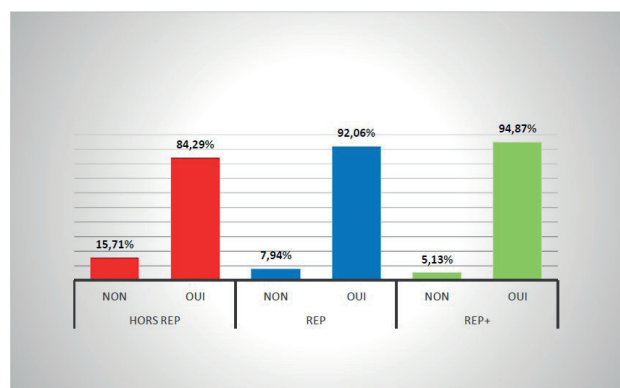


Utilisation de la télévision par les élèves de REP+, REP et hors REP pendant les jours de repos

Utilisation des tablettes, ordinateurs ou téléphones



Utilisation de l'ordinateur ou de la tablette les jours de classe et appartenance à un REP



Utilisation des téléphones ou des tablettes les jours de classe selon l'appartenance ou non à un REP

Les activités de loisirs ont aussi été analysées. L'ensemble des données, tant dans la pratique des outils numériques ou télévisuels que dans l'occupation par d'autres loisirs montrent que, si globalement les petits guadeloupéens ne se différencient pas des jeunes métropolitains la différence se situe entre leur appartenance ou non à un réseau prioritaire. Celle-ci semble marquante dans leurs habitudes de vie et a donc une incidence sur leur niveau de vigilance. Enfin le rapport montre bien aussi comment les TAPs (que les jeunes guadeloupéens fréquentent moitié moins que les écoliers arrageois) peuvent aussi influencer sur l'estime de soi de chacun d'entre eux.

L'estime de soi. Parce que l'école joue un grand rôle dans la vision que chaque enfant peut avoir de lui-même - tant dans l'image qu'il se renvoie que celle qu'il renvoie à ses pairs, à ses parents, à ses enseignants - les chercheurs ont complété leur étude de ce point important de la vie d'un enfant. Aussi parce que les outils d'évaluation des enfants/élèves, peuvent ne pas toujours être adaptés à la spécificité de chaque individu, les différents items développés dans l'étude ont abouti à des conclusions nuancées en fonction des écoles,

mais aussi en fonction des critères qui leur ont été demandés de renseigner.

C'est donc sans grande surprise que le travail scolaire et l'intelligence apparaissent pour la plupart des enfants interrogés comme les domaines importants de facteurs d'estime de soi ; aimer lire arrivant tout de suite après. A noter que la beauté, les copains et les activités « artistiques » (dessin, musique, bricolage...), dans un ordre inversement décroissant, sont les domaines les moins importants pour la majorité des enfants interrogés. Les chercheurs nuancent néanmoins ce résultat par le fait que l'enfant : interrogé dans un cadre institutionnel scolaire - peut avoir influencé ses réponses en vertu de ce qu'il a pu croire qu'on en attende en ce lieu.

Le bilan

Sans dévoiler l'ensemble des enseignements à tirer de cette étude, en liant celle-ci à celle d'ARRAS de 2016, il reste cependant utile de dire que les évaluations montrent clairement les influences que revêtent les politiques de complémentarité éducative sur l'atténuation des différences de performance de vigilance, de durée de sommeil –facteurs importants de réussite scolaire – qui existent entre enfants scolarisés en REP et ceux hors REP.

En conclusion, la remise en question pour environ 70 % des élèves scolarisés en primaire, des rythmes mis en œuvre en 2013, dont une des clés de réussite reste la mise en place des Temps d'Activités Périscolaires, ne sonnera-t-elle pas le glas d'une meilleure réussite scolaire des enfants scolarisés en REP ou REP+ ?

Car la réforme des rythmes, c'était aussi donner leur chance à ces enfants, d'être sur le même pied d'égalité de la réussite que ceux scolarisés dans des écoles dites « ordinaires ».

Ainsi, notre travail, en tant que directrice-teur de l'éducation sera aussi d'accompagner les politiques locales d'éducation, afin que cette rupture brutale de paradigme, ait le moins d'influence possible sur la réussite de tous les enfants. Ce challenge dépasse les simples clivages « pour ou contre » la semaine de quatre jours, Il nous obligera certainement à interroger nos pratiques dans la limite des moyens dédiés à nos secteurs d'intervention.

Remerciements à : François Testu et aux membres de l'ORTEJ (Daniel Alaphilippe - Professeur émérite en Psychologie, René Clarisse - maître de conférence en Psychologie, Romuald Amala – coordonnateur, master « gestion des temps éducatifs », Fabrice Bodin – Consultant informatique,

Docteur en sociologie, Georges Fotinos – I.A. honoraire, Jacky Grodet – JPA, Délégué régional, Jean-Pierre Mailles – consultant informatique, Jean-Pierre Picard – Président CEMEA Guadeloupe, Michel Volckcrick – IEN honoraire), l'ORTEJ Guadeloupe représentée par Roger Bambuck) et la Direction de l'évaluation, de la prospective et la performance et le Rectorat de Guadeloupe (représentant le MENESR) dans le cadre de la collaboration conventionnée.

A noter

Travailler sur les rythmes scolaires est devenu une habitude de la part de nos ministres de l'Éducation Nationale depuis bientôt dix ans. Mais déjà, bien avant cela en 1972, le jeudi sans école est devenu le mercredi sans école. Compte tenu des différents bénéficiaires de ces changements d'organisation scolaire (organisations culturelles, lobbies touristiques, adaptation aux nouvelles compositions familiales et son corollaire : la garde alternée des enfants le weekend, l'emploi du temps des enseignants et dernièrement le coût généré par de nouveaux rythmes scolaires pour les communes...), il est légitime de s'interroger sur les choix qui ont présidé à ces changements. Comment l'enfant a-t-il été considéré dans ces réflexions ? Le manque d'analyse de ces différentes réformes, compte tenu d'une durée de vie trop éphémère pour pouvoir les évaluer sérieusement, ne permet pas de donner un bilan objectif de leur impact sur les apprentissages scolaires.

Par Bernard Maillard

Vice-Président de l'ANDEV

Directeur de l'Éducation de la ville d'Évry

Communiqué de l'ORTEJ

La semaine de quatre jours aggrave les inégalités scolaires

Non ! La semaine de quatre jours ne participe pas à la réussite scolaire ! Les membres de l'ORTEJ réunis en leur siège le 13 septembre n'acceptent pas que ce soient les intérêts socio-économiques et différentes formes d'égoïsme qui guident les débats actuels sur un possible retour aux 4 jours.

S'appuyant sur les travaux des chronobiologistes, chronopsychologues, pédagogues, ils considèrent que le passage à la semaine de quatre jours, sans complémentarité éducative, creuse le fossé des inégalités. Cette mesure pénalise les élèves issus de familles appartenant aux catégories socioprofessionnelles les plus modestes. Par ailleurs, ils insistent sur l'impérieuse nécessité que :

- La vie de l'enfant soit la plus régulière possible tant dans l'école qu'en dehors de l'école.
- Les apprentissages scolaires soient dédensifiés.
- Les activités périscolaires soient non seulement maintenues mais également développées.

En conséquence ils demandent que :

- La semaine de 4 jours et demi soit la règle.

La journée scolaire soit dédensifiée.

- Toutes les petites vacances, notamment les congés d'automne, durent deux semaines.

Les activités complémentaires de l'école contribuent pleinement à l'éducation des enfants.

Ignorer ces préconisations serait induire des effets contraires aux objectifs de justice sociale et de réussite affichés par le Ministère de l'Éducation Nationale.

THÉORIE DE L'ACTION COUP DE POUCE

et réalité de la rentrée 2018 : quelles évolutions ?

Plus de 250 villes de France développent et pilotent cette année des actions Coup de Pouce dans le cadre de leurs politiques de prévention de l'échec scolaire précoce en complément de l'action pédagogique de l'école. Depuis leur création en 1994, ces clubs ont bénéficié à 120 000 enfants de Grande Section, CP et CE1, chiffre apparemment conséquent qu'il faut néanmoins mettre en regard avec :

- la situation d'échec pérenne d'une frange massive du public scolaire (100 000 enfants sortent sans diplôme du système scolaire selon le rapport du CNEC du 7 décembre 2017) ;
- la persistance de l'illettrisme (7% de la population française âgée de 18 à 65 ans) ;
- notre contexte national qui est l'un des plus socialement inégalitaires des pays de l'OCDE ainsi que le rappellent cruellement les récentes enquêtes PISA et PIRLS.

Les clubs Coup de Pouce agissent sur les temps périscolaires d'apprentissage, temps spécifiquement inégalitaires corrélés aux capitaux scolaires des adultes qui accompagnent l'enfant dans ses découvertes en dehors de l'école. A ce titre, les municipalités ont été dès l'origine fortement sollicitées pour piloter les actions Coup de Pouce : il ne s'agit pas seulement pour elles d'assumer leurs prérogatives en matière d'animations périscolaires, mais bien aussi d'affirmer leur rôle politique en matière de lutte contre cette forme majeure d'inégalité sociale, bien souvent invisible, qu'est l'inégalité d'accès à la réussite précoce. Dans une réflexion sur l'articulation des temps et lieux de l'enfant, la proposition faite aux villes est de coordonner et dynamiser l'action des acteurs déterminant la réussite dans les apprentissages, singulièrement en stimulant la relation pédagogique maître-enfant-parents par le truchement des clubs Coup de Pouce.

La rentrée 2018 annonce d'importantes transformations des temps scolaires et périscolaires ainsi qu'une action pédagogique renforcée de l'école dans les réseaux d'éducation prioritaire avec le dédoublement des classes de CP et CE1. Elle invite donc nombre de municipalités à reconsidérer leurs interventions, en particulier dans un contexte financier contraint. Afin de les accompagner

dans leurs réflexions, nous nous proposons dans les lignes qui suivent de rappeler quelques éléments de la théorie de l'action Coup de Pouce, dans le but :

- d'étayer l'idée qu'une politique efficace de lutte contre les inégalités sociales d'accès à la réussite pour tous doit se réaliser tout en même temps dans l'école et en dehors de l'école ;
- de proposer des outils solides aux villes qui souhaiteraient transformer leurs modes d'intervention pour accompagner les évolutions en cours.

1) Une approche écologique des conditions de l'apprentissage

L'Ecole ainsi que la plupart des familles n'ignorent plus que les apprentissages, singulièrement pour ce qui s'agit de la lecture, s'initient non seulement sur le temps scolaire, mais aussi autour de sollicitations multiples autour de l'écrit en dehors de ce temps. Ces temps péri et extra scolaires ont pour caractéristiques :

- a) d'être quantitativement très importants, en particulier dans un contexte de réduction des jours ouvrés de classe (4 jours par semaine, soit 144 jours par an) ;
- b) d'être nécessaires, en particulier en CP pour ce qui est du travail du soir, de jeux autour de l'écrit et de la belle histoire lue en famille ;
- c) d'être fortement inégalitaires.

Comme le rappelle Gérard Chauveau, chercheur en sciences de l'éducation et conseiller scientifique de l'association Coup de Pouce, « chez les enfants de milieu populaire, la réussite au CP dépend pour une large part des aides familiales. Les enfants réussissants (un enfant sur trois) reçoivent généralement et régulièrement un soutien familial à l'apprentissage de la lecture-écriture. Les élèves en difficulté d'apprentissages (un enfant sur trois) ne bénéficient pas ou très peu de ces aides à domicile ».

L'approche écologique ou sociale-environnementale de l'apprentissage vise à multiplier les temps et lieux de sollicitations bienveillantes autour de l'écrit, en particulier auprès des enfants ne disposant que de l'école pour apprendre. Cette approche renvoie donc largement à la notion de

« littératie », ou « raison graphique », c'est-à-dire à la dynamique spatio-temporelle exigeante de l'apprentissage : c'est en la thématisant comme telle auprès de parents ne se pensant pas assez compétents pour « faire comme il faut » et considérant que l'apprentissage de la lecture est l'affaire uniquement de l'école, que le Coup de Pouce vise à enrichir le réseau de partenaires en lecture-écriture de l'enfant, en particulier en associant les parents tout au long de l'année pour les inviter/inciter à devenir regardeurs, parleurs et supports en matière d'apprentissages scolaires.

2) Une vision « capacitaire »

La proposition d'action du Coup de Pouce vise à activer ou renforcer les capacités des individus qui contractualisent en début d'année scolaire autour de ce projet, bien entendu celles des enfants, mais tout particulièrement celles des parents qui dans certains cas peuvent se penser incompetents pour ce qui s'agit de l'accompagnement scolaire de leurs enfants.

Il est à noter que ce renforcement du sentiment de compétence se manifeste de surcroît chez les animateurs qui éprouvent les effets déterminants pour les enfants d'activités d'apprentissage ludiques, intenses et quotidiennes en groupe de cinq. Il anime aussi nombre de cadres territoriaux et d'élus locaux expérimentant l'efficacité décisive d'une action de coopération éducative fédérant école, mairie et familles.

Concernant les parents, le dispositif mise sur « l'activation de leur pouvoir éducatif et cherche à réaliser auprès d'eux un transfert de capacités, notamment à travers leur raccrochage à l'univers scolaire et leur soutien affectif dans la dynamique d'apprentissage ». Lorsque la famille associée est en situation de grande précarité ou d'illettrisme, le Coup de Pouce promeut la « parité d'estime » comme positionnement éthico-professionnel animé de la conviction que les ressources, compétences et volontés familiales permettront un accompagnement scolaire efficace s'il est outillé de manière pertinente par le dispositif.

En tout état de cause, le Coup de Pouce ne vise pas uniquement à garantir des protocoles périscolaires quotidiens et féconds autour d'activités de langage en Grande Section, de lecture-écriture en CP et de lecture-écriture-mathématiques en CE1. Les acteurs (parents, enseignants, animateurs) sont invités à prendre conscience de leurs convictions, croyances et préjugés vis-à-vis de l'enfant, notamment quant à sa capacité à réussir, à les

partager et parfois à les dépasser. L'objectif est bien de se penser et de se constituer en acteur collectif, de rechercher dans le continuum d'apprentissage des articulations (et non des juxtapositions) entre la classe, le club et la famille.

3) L'enjeu des compétences psycho-sociales

Comme dispositif de prévention, le Coup de Pouce travaille non sur les savoirs scolaires, mais sur les prérequis à l'acquisition de ces savoirs qui bien souvent s'acquièrent en dehors de l'école (ex : sollicitations intenses dans une langue maternelle clairement construite, découverte des jeux de mots et de nombres en famille, de l'espace et de son expression, etc.)

L'ambiance émotionnelle favorable et rassurante du petit club quotidien de cinq enfants « privilégiés » ne cesse d'être rappelée pour expliquer ses effets décisifs sur la prise de confiance des enfants, qui osent se lancer dans les apprentissages. Ces effets sont notoirement plus difficiles à obtenir dans le groupe classe parfois défavorable à certains enfants fragiles ou en difficulté (engrenage difficulté/retrait voire inhibition). Les effets désinhibants du Coup de Pouce en matière d'apprentissage sont prolongés par le renforcement de l'appétence pour le savoir des enfants, en particulier grâce au caractère exclusivement ludique de l'action. Ce cercle vertueux confiance/appétence vise à être ancré chez l'enfant dans des dispositions durables et un goût pour la persévérance intellectuelle - C'est pourquoi le caractère quotidien et au long cours de l'action demeure une condition de sa réussite.

Les ressorts culturels et psychologiques de la réussite dans le Coup de Pouce sont donc bien maîtrisés, l'enjeu étant maintenant de renforcer l'apport de cette action au développement des compétences psycho-sociales des enfants. Ces compétences ont des effets positifs sur les parcours non seulement scolaires mais aussi professionnels et sociaux ; selon l'OMS, elles renvoient à « l'aptitude d'une personne à maintenir un état de bien-être mental, en adoptant un comportement approprié et positif à l'occasion de relations entretenues avec les autres, sa propre culture et son environnement ». Ces compétences sont au nombre de dix, représentées par couple par l'OMS :

- Savoir résoudre des problèmes et savoir prendre des décisions.
- Avoir une pensée créatrice, avoir une pensée critique.
- Savoir communiquer efficacement, être habile dans les relations interpersonnelles.

- Avoir conscience de soi, avoir de l'empathie pour les autres.
- Savoir gérer son stress, savoir gérer ses émotions.

4) Renforcements, adaptations et évolutions du modèle Coup de Pouce

Forts des éléments théoriques ici rappelés, nous allons proposer aux villes et circonscriptions à la rentrée 2018 un modèle renforcé de programmes de réussite en début de scolarité, ainsi qu'une offre élargie pour accompagner les évolutions de l'éducation prioritaire et les réécritures de PEDT.

La conviction demeure que pour favoriser les « bifurcations positives » chez de nombreux enfants, il importe d'agir sur tous les temps de leur vie. Comme le rappelle Gérard Chauveau concernant la lecture : « Il convient en effet d'intervenir avec force et en même temps dans l'école et hors de l'école, sur le temps scolaire et sur le temps périscolaire, en direction des enfants fragiles et en direction de leurs parents. Le temps est venu de mener conjointement ces deux chantiers, de développer le partenariat Éducation nationale – Municipalités – Associations afin d'en finir avec la mal-lecture en CP dans les écoles prioritaires... et ailleurs. »

A cet égard, des outils complets, expérimentés et évalués sont désormais à disposition des villes non seulement pour le Coup de Pouce Clé (lecture écriture en CP), mais aussi pour le Coup de Pouce

Clém (lecture écriture mathématiques en CE1) et le Coup de Pouce Cla (langage en grande section), avec un réseau de professionnels sur tout le territoire pour accompagner la mise en œuvre, la formation, le suivi et l'évaluation de ces actions.

Un nouveau mode de partenariat est proposé aux villes qui le souhaitent, s'appuyant sur une gamme élargie de programmes et services à développer en fonction des situations locales sur la base de discussions bi ou trilatérales – associant également l'Éducation nationale. Plus spécifiquement, des clubs Coup de Pouce Parents ayant déjà fait l'objet d'expérimentations locales multiples pourraient faire l'objet d'un développement systématique dans le cadre du Plan mercredi actuellement annoncé. Des clubs Coup de Pouce axés sur le livre peuvent être envisagés pour accompagner les classes CP et CE1 dédoublés, éventuellement dans le cadre d'un calendrier différent de celui du Clé ou du Clém.

Sur le modèle de ce qui a été expérimenté avec succès dans l'Académie d'Aix-Marseille, des par-

tenariats seront proposés aux Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation pour valoriser les animations Coup de Pouce dans le parcours de formation des étudiants de licence et master se destinant à l'enseignement.

Enfin, l'association compte se mobiliser au côté des villes dans la recherche de mécénats locaux, aujourd'hui de plus en plus sollicités pour cofinancer leurs actions d'intérêt général. C'est ainsi que Florent Montillot, Maire-Adjoint à l'Éducation d'Orléans indique que dans sa ville, 5 clubs Coup de Pouce sur 31 sont financés par le mécénat local.

Par Yvan Petrouchine

Délégué Territorial Sud

Association Coup de Pouce

ypetrouchine@coupdepouceasso.fr

QUESTIONS/RÉPONSES

***Avec Fanny Anor, Conseillère spéciale de J.M.Blanquer,
Ministre de l'Éducation nationale, lors de la commission Éducation
de France Urbaine du 10 janvier 2018***

Dédoubllement des CP : Dédoubllement physique ou de la co-intervention ?

Le Ministère reste plutôt favorable au dédoublement physique, qui représente 89 % des situations. Le Ministère a mis en place un plan de formation continue spécifique pour accompagner les enseignants.

L'État confirme par ailleurs à la rentrée 2018 le nombre de postes correspondant aux classes à dédoubler en REP et REP+, dans un contexte de démographie scolaire en baisse (-33 000 élèves dans le 1^{er} degré et une augmentation de 3 900 postes d'enseignants).

Accompagnement financier de l'Etat des travaux engagés par les collectivités ?

Les demandes de subventions sont à adresser aux préfetures pour la mobilisation des fonds DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local). Ce fonds de 600 millions € est dédié en priorité au bâti scolaire. Le Ministère va produire une note à ce sujet, mais les fonds peuvent d'ores et déjà être sollicités.

Evaluation du dispositif ?

L'évaluation des modalités d'intervention est en cours avec les enseignants, les parents,... notamment à travers l'analyse des apprentissages des enfants. Les résultats sont attendus en fin d'année civile.

Rythmes scolaires

43 % des communes ont adopté une organisation du temps scolaire à 4 jours à la rentrée 2017, essentiellement des petites communes.

Fanny Anor confirme la volonté du Ministère de capitaliser les acquis de la réforme, indépendamment des décisions des territoires.

Pérennisation du fonds de soutien

Fanny Anor confirme une nouvelle fois la pérennisation du fonds de soutien, inscrit à la loi de finances 2018, sur toute la mandature pour les collectivités conservant une organisation du temps scolaire 4,5 jours.

Taux d'encadrement dérogatoires

Les taux dérogatoires sur les temps périscolaires (1 pour 14/1 pour 18) seront maintenus (annonce officielle prévue en mars 2018) dans le cadre d'une démarche PEDT.

Plan mercredis

Le plan mercredis concerne toutes les collectivités à 4 jours et 4,5 jours.

Est envisagé un accompagnement financier complémentaire dans le cadre de la COG 2018-2022. Ne pourront le solliciter que les villes inscrites dans une logique de PEDT (qualité des activités/cohérence éducative).

Devoirs faits

Le dispositif est encadré par des enseignants ou des services civiques. Un inventaire est en cours sur le 1^{er} degré.

CRÉATION D'UN MASTER CADRE EDUCATIF À L'ESPE (Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation) de Nice

Le partenariat avec le réseau ANDEV sud-méditerranée

L'université de Nice Sophia Antipolis crée, au mois de Septembre 2018, un nouveau parcours de Master au sein de sa mention « Encadrement Éducatif ». Ce parcours, intitulé, « cadre éducatif », vise à former de futurs professionnels aptes à concevoir et organiser des actions et projets éducatifs à l'échelle des territoires.

L'origine du projet

Sollicité par l'ESPE de la Seyne, grâce au CNFPT, l'ANDEV a souhaité participer à la réflexion de ce master orienté autour d'un tronc commun aux enseignants et aux futurs responsables des secteurs éducatifs et jeunesse des collectivités territoriales. Si les étudiants méconnaissent souvent le fonctionnement des institutions locales, les professionnels des collectivités ne connaissent pas forcément le monde de l'école, ses fonctionnements, son langage, ses contraintes alors qu'il est essentiel, à l'heure où l'on envisage le projet éducatif de manière globale, de travailler à la cohérence des interventions des différents partenaires. Ainsi des formateurs de l'ANDEV participeront à la formation de ces étudiants tandis que les collectivités seront appelées à les accueillir en stage.

La spécificité de la formation

Les étudiants de niveau master issus de ce parcours « cadre éducatif » seront donc formés avec les futurs personnels de l'éducation nationale, et bénéficieront d'une culture commune qui pourra permettre l'exercice de leur fonction au sein des collectivités tout en facilitant le dialogue et les collaborations avec les enseignants, personnels d'éducation de l'éducation nationale.

Ils seront également formés à maîtriser les enjeux spécifiques des missions éducatives locales, puisque au sein de leur formation, ils seront accompagnés par des professionnels de terrain de ces collectivités, et bénéficieront de conventions de collaboration que l'université de Nice a engagées, notamment, avec le CNFPT et l'ANDEV.

Ce parcours de master vise, sur 2 années de formation, le développement des compétences suivantes :

- la connaissance des politiques publiques éducatives, de leurs enjeux et de leurs missions et du système éducatif français et du secteur éducatif territorial ;
- la maîtrise de la direction de services éducatifs en matière de conduite de projets, de gestion, de management et de connaissance des structures ;
- le champ des connaissances en sciences sociales et sciences de l'éducation, de nature à savoir programmer des actions éducatives adaptées aux différents publics et milieux relevant des collectivités territoriales ;
- le développement d'une posture professionnelle réflexive, nourrie d'analyse de pratiques mais également des travaux de la recherche en éducation, en relation avec les laboratoires partenaires (LINE-ESPE, laboratoire d'innovation pédagogique et numérique ; INRIA, laboratoire de recherche en technologies numériques)

Une opportunité de travail coordonné

La création de ce parcours de master offre la possibilité pour les collectivités de collaborer d'une manière extrêmement féconde avec les Universités et le monde de l'école.

La formation se déroulera en effet au sein de l'ESPE de l'académie de Nice, Ecole en charge de la formation des futurs enseignants mais également des Conseillers Principaux d'Éducation de l'Éducation Nationale. La formation de cadres éducatifs hors de l'éducation nationale vient enrichir l'offre de formation de l'ESPE et permet de donner une cohérence à la prise en compte du projet d'éducation des enfants du territoire comme un système au sein duquel interviennent et collaborent plusieurs partenaires.

Cette formation sera encadrée par des équipes pluricatégorielles composées de chercheurs spécialistes des questions éducatives, de professionnels des collectivités et des structures éducatives ou de la jeunesse, de membres d'associations partenaires de l'école. Il s'agit, à travers ces différents intervenants, de permettre une maîtrise de

savoirs et savoir-faire de haut niveau articulant des domaines variés dans le domaine de l'éducation.

Le cursus des étudiants

En M1, les étudiants suivent une formation largement mutualisée avec la formation CPE (Conseillers Principaux d'Éducation), et s'enrichissent de la culture commune de l'école, tout en bénéficiant de formations spécifiques aux champs des collectivités (aspects structurels, juridiques et administratifs, historiques et éthiques). Ils bénéficient de deux périodes de stage, soit 5 semaines au total dans l'année.

En M2, les étudiants bénéficient du statut d'apprenti-étudiants qui articule une formation à mi-temps à l'ESPE (2 jours par semaine), et un mi-temps dans un contexte professionnel (collectivités, associations...). Trois périodes de stages massés sont prévues (Janvier, Avril, Juillet-Août).

La formation professionnelle en alternance permet ainsi d'assurer une professionnalité progressive, au sein de laquelle la formation universitaire et le développement professionnel s'enrichissent mutuellement.

L'ESPE compte sur l'accueil de ses étudiants au sein des structures des collectivités afin qu'ils bénéficient des compétences de professionnels.

Passer un master cadre éducatif en formation continue

Les professionnels des collectivités occupant des fonctions de cadre des secteurs éducatifs, socio-éducatifs, socio-culturels et jeunesse peuvent intégrer la formation cadre éducatif et obtenir, par la voie de la formation continue, un diplôme universitaire de niveau master.

Une commission de validation des acquis professionnels (VAP) est organisée pour identifier les compétences déjà acquises et organiser ainsi un parcours personnalisé du professionnel.

La formation s'effectue en alternance entre le terrain professionnel et les cours à l'ESPE (plus particulièrement sur le site de La Seyne sur Mer). De nombreux cours seront proposés en formation à distance, ce qui facilitera le cursus des personnels en formation continue.

Une partie de la formation est susceptible d'être intégrée dans l'offre du CNFPT, dans le cadre de la

collaboration entre ESPE et CNFPT.

Les professionnels des collectivités, leurs responsables des ressources humaines intéressés par le dispositif sont invités à contacter les responsables du master : Magali Brunel (magali.brunel@unice.fr) et Annie Blanc (annie.blanc@unice.fr).

Par Magali Brunel

Enseignant-chercheur

Responsable Pédagogique

du centre ESPE de La Seyne/mer

magali.brunel@unice.fr

Master MEEF Cadre Éducatif

Nous formons des étudiants au niveau Master pour exercer des fonctions :

- de directeur de secteurs éducation, enfance, ou jeunesse des collectivités territoriales
- de coordonnateur de politiques éducatives
- de cadre de secteurs associatifs
- de chargé de projets de structures éducatives
- de médiateurs de parcours inclusif

Leurs compétences :

- Maîtrise des politiques éducatives et culturelles des collectivités territoriales
- Connaissance de la culture, des programmes et des enjeux de l'école
- Capacité de création de ressources et de conceptions de projets pédagogiques
- Management d'équipes et collaboration avec les partenaires
- Maîtrise des ressources de l'innovation et du numérique éducatif

Vous pouvez accueillir dans vos structures :

- des stagiaires M1 (non rémunérés) sur des périodes de 2 à 3 semaines
- des stagiaires M2 en apprentissage

Lieu de formation :

ÉSPÉ du Var (Draguignan / La Seyne-sur-Mer)
Formation à distance possible

Conditions de l'embauche d'apprenti :

- Durée du contrat : 12 mois
- Rythme d'alternance : 2 jours en formation (éventuellement à distance) / 3 jours en entreprise
- Avec 3 périodes de stage massé (janvier/mars/juillet-août)
- Salaire de l'apprenti : selon le code du travail
- Contribution au coût de la formation par la taxe d'apprentissage

Vous cherchez
de nouveaux
collaborateurs capables
de coordonner les actions
éducatives ?
Pourquoi pas un
étudiant-stagiaire du
Master MEEF Cadre
Éducatif ?



Pour tout renseignement, contactez nous :
M. Brunel magali.brunel@unice.fr
A. Blanc annie.blanc@unice.fr

COMPTE RENDU DU COMITÉ PARTENARIAL JEUNESSE CNAF AU 15 JANVIER 2018 :

Plan Mercredis, étude sur le BAFA...

Le Comité partenarial jeunesse se réunit 2 fois par an et est composé de représentants permanents de la Cnaf, de partenaires institutionnels et de partenaires associatifs intervenant dans le secteur de l'enfance et de la jeunesse. Ce comité vise à poursuivre la dynamique engagée en octobre 2015 avec ces partenaires dans le cadre de la démarche « Innov jeunes ».

Son objectif est double :

- consulter régulièrement les partenaires nationaux qui œuvrent sur le champ de la jeunesse afin d'interroger ou conforter certaines orientations (politiques et techniques) prises par la branche Famille;
- présenter, partager et échanger autour d'études diverses relatives au champ de la jeunesse, et assurer une veille sur les évolutions sociétales relatives à ce champ.

Instance de partage nationale autour de la jeunesse, ce comité partenarial jeunesse a donc été installé le 17 février 2016 et s'est réuni le 15 janvier 2018 à l'Union nationale pour l'Habitat des jeunes (Unhaj).

Les représentants de la CNAF rappellent que la négociation de la COG 2018-2022 est en cours. Elle a démarré le 12 janvier dernier.

Ils présentent 3 expérimentations en cours issues de cette démarche partenariale :

- **prestation de service « jeunes » : accompagnement vers l'autonomie des jeunes.**
- Accompagnement des projets des jeunes de 12 à 17 ans. Expérimentation en 2017 : Villes, intercommunalités ou associations/12,7 ETP financés (50 % du poste d'animateur)/500 000 €/Poursuite de l'expérimentation en 2018.
Si cette expérimentation est retenue dans la COG, le déploiement est prévu en 2019.
- **Réseaux acteurs jeunesse (Raj) :** Animation d'un réseau d'acteurs à l'échelle intercommunale, pour favoriser la lisibilité de l'offre pour les jeunes. 9 CAF et 10 territoires

- **Géodon/Wweeddo** : Participation de la CAF au financement des projets de jeune/Plateforme implantée dans les Hauts-de-Seine de mécénat de projet pour les jeunes.

Présentation de différents projets portés par la CNAF

- **Promeneurs du Net, une présence éducative sur internet :** Réseau de professionnels à l'écoute des jeunes sur le net/accompagnement des jeunes dans leurs pratiques du net/travail partagé de la CAF et de la DJEPVA/Accompagnement de la CAF par la formation
- **Services civiques :** La branche famille de la CNAF s'est engagée dans l'accueil de Services civiques. 708 jeunes sont accueillis dans les CAF – Service civique de 8 mois à partir de 18 ans, sur des missions de 24 ou 28 h. 92 CAF engagées sur 101 sur des missions relevant essentiellement sur l'accès aux droits (Handicap, accompagnement à la scolarité, promeneurs du net, ...)

Présentation par la DJEPVA sur le Plan mercredis :

- **Objectif :** Maintenir la dynamique initiée par la réforme (800 000 places en Accueils Collectifs de Mineurs/3 millions après la réforme des rythmes éducatifs) et le développement des accueils le mercredi.
- Le **Plan mercredis** vise à maintenir cette dynamique autour de 2 volets
- Un **accompagnement pédagogique** des communes (en préfiguration sur la région Normandie) pour maintenir la dynamique de qualité initiée.
- Un **accompagnement financier** en cours de négociation dans le cadre de la COG 2018-2022. Une réflexion est également en cours sur l'évolution des taux d'encadrement sur le mercredi extrascolaire, en veillant à l'accueil spécifique des moins de 6 ans.

Présentation de l'évaluation du BAFA par la DSER (en ligne sur le [site CAF.fr](http://site.CAF.fr))

L'étude fait apparaître des freins financiers dans l'accès au BAFA, une disparité territoriale dans le cadre des aides attribuées aux jeunes, au-delà de l'aide nationale,...

Des enjeux pour la CAF

- Qualification et qualité des Accueils Collectifs de Mineurs
- Accompagnement des jeunes dans l'autonomie et éventuellement vers les métiers de l'animation

La CAF avec la DJEPVA envisage également une meilleure communication sur l'existence des aides financières.

La CAF est en réflexion sur ses aides au BAFA, notamment en attribuant l'aide sur le premier stage BAFA et non plus sur l'approfondissement, le montant de l'aide qui n'a pas évolué depuis de longues années, interroger son caractère universel, sans ciblage de public ou conditions de ressources, simplifier la procédure pour les jeunes...

COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE RÉGIONALE DU RÉSEAU RÉGIONAL RHÔNE-ALPES

le 18 octobre 2017 à Seyssinet Pariset

Matin

Échange sur l'impact du décret Blanquer du 27 Juin 2017 sur la rentrée 2017 et la rentrée 2018

En partant de l'enjeu tel que défini par l'ANDEV : « Comment, quoi qu'il arrive, capitaliser sur les territoires les acquis de la réforme ? »

- Recentrer le débat sur les différents temps de l'enfant : complémentarité, continuité, articulation
- Conforter les alliances éducatives construites/consolidées à travers les PEDT
- Maintenir la dynamique de professionnalisation des agents (animateurs, ATSEM)
- Initier et mener des concertations constructives

Matinée d'échanges sur les rythmes scolaires et le décret Blanquer du 27 juin 2017

1. Tour de table sur l'état des lieux des réflexions en cours sur les rythmes sur chaque commune

Ville de Lyon :

Rappel de l'organisation en place : Décret Hamon (4,5 jours avec vendredi libéré) Méthode de concertation :

- Une consultation numérique des familles est en cours. En parallèle, des rencontres avec les acteurs de la communauté éducative (associations, enseignants...) Les enjeux associatifs sont importants car les associations interviennent aujourd'hui fortement sur les vendredis après-midi.
- Enquête auprès des enfants plutôt élémentaires
- Consultation conseils école janvier et transmission DASEN

Pression des associations intervenantes sur les vendredis libérés (décret Hamon) Rhône : réponse DASEN fin janvier ce qui suppose la tenue de Conseils d'école extraordinaires

Agglomération grenobloise

- 7 villes de l'agglomération (Grenoble au centre) se sont inscrites dans une démarche commune défendant une organisation qui ne réduise pas le nombre de jours d'école (35 matinées de moins = 17 jours)
- Les villes se disent prêtes à rediscuter des horaires en étudiant différentes solutions (samedi matin, calendrier des vacances scolaires...) tant que le

postulat de 2013 et de la loi Peillon (meilleur étalement du temps scolaire) détermine bien l'organisation retenue.

- L'enjeu est également de rechercher une solution collective en bâtissant une stratégie à l'échelle du bassin d'agglomération. En maintenant une solution basée sur 180 jours.
- Attention à l'idée reçue qui consisterait à croire que le retour à la semaine de 4 jours est un gain financier

Villefontaine

- Les parents ont exercé une forte pression à la fin de l'année scolaire 2016/2017 en faveur du retour à la semaine de 4 jours.
- La réunion entre l'IEN et les directeurs d'école n'a pas amené de position tranchée, les directeurs se révélant très partagés.
- Une consultation des parents est en cours.
- Il n'y a pas à ce jour de positionnement IEN/DASEN

Saint Egrève

- L'IEN a une position favorable au maintien des 4 jours et demi. La municipalité est encore en réflexion, pas de position tranchée.

Meylan

- La ville applique le décret Hamon (demi-journée libérée = jeudi après-midi).
- Le COPIL PEDT a acté, au mois de septembre, une méthode de travail basée sur une consultation des familles par questionnaire et la tenue de réunions publiques.
- 66% des familles ont répondu, les résultats ont été présentés en réunion publique.
- Les familles sont favorables au retour à la semaine de 4,5 jours, les enseignants, de leur côté, ont un avis partagé.
- Le temps libéré par l'école (si retour à la semaine de 4 jours) sera réinvesti par la collectivité (pour les familles qui travaillent, le temps passé par les enfants en collectivité reste équivalent)
- Le prochain COPIL est prévu à la fin novembre.

Tignes

- La ville défend le souhait d'un maintien de la semaine de 4,5 jours.
- Au contraire, une partie des enseignants prônent le retour à 4 jours.
- Un questionnaire destiné aux familles est en cours de lancement.

Chasse-sur-Rhône

- La méthode de concertation et le calendrier sont en train de s'établir. Un questionnaire aux familles est en cours d'élaboration.

2. Quels sont les acquis de la réforme ?

Séance de travail en petits groupes

PEDT/Démarche partenariale

- Plus-value de la démarche qui a été nouvelle sur certains territoires et, sur d'autres, déjà dotés de PEL, est venue conforter la dynamique partenariale
- L'ordre du jour a été très centré sur le temps périscolaire depuis 2013 et très organisationnel. A présent, l'enjeu est de considérer le temps éducatif dans sa globalité (semaine éducative de l'enfant)
- PEDT = un bon levier pour renforcer le dialogue avec les enseignants
- Renforcement des échanges avec les parents : dialogue, temps de concertation, enquête, évaluation, mise en place de comités périscolaires...
- Les élus sont globalement plutôt favorables à la poursuite des PEDT
- Peut-être un nouveau nom/un nouveau souffle ?
- Relations animateurs/enseignants/commune : « relations apprivoisées » = reconnaissance
- Renforcement du partenariat avec les associations

Transversalité interservices

- La mise en place de la réforme a pu être, en 2013, un sujet de crispation pour les services (notamment sportifs et culturels). Ces derniers ont, pour la plupart, eu le sentiment de subir la réforme
- Le sujet des rythmes, à travers le PEDT, a contribué au travail interservices et à l'intervention d'agents spécialisés sur les différents temps de l'enfant
- Implication des autres directions/transversalité : se sont beaucoup investies au sein des TAP : quel maintien ?
- Attention au risque de revenir à une offre de garderie
- Attention à continuer à travailler le lien enfance/jeunesse

Le temps périscolaire

- La déclaration des temps auprès de DDCS : officialisation de taux d'encadrement
- Généralisation de projets pédagogiques
- Formation/professionnalisation des agents : accompagnement du CNFPT avec notamment des formations en intra
- Augmentation de la qualité des interventions
- Démarche qualitative sur le temps méridien avec certification ANEF
- Bienfaits de la structuration du périscolaire : évolution de la diversité de l'offre, de la qualité, activités transplantées (cadre ALSH)
- + de visibilité pour le public de ce qui était fait sur temps périscolaire avec une augmentation des effectifs
- Meilleure connaissance du public/de ses besoins = cibler des contenus plus adaptés

Les métiers éducatifs dans les collectivités

- Création de nouveaux métiers : coordonnateurs, responsables de secteurs mais quel devenir ? Meilleur positionnement et identification du rôle des cadres intermédiaires dans les services éducation
- Évolution forte dans les profils de poste ATSEM : valorisation du métier. Pour autant, l'implication des ATSEM sur temps périscolaire est inégale. Et leur motivation à y participer également.
- Projet de charte nationale des ATSEMS

Rythmes

- Mise en place de siestes échelonnées pour les maternels sur certains territoires = une avancée en termes de rythmes. Possibilité de faire la sieste à la maison avec retour échelonné
- Intégration d'activités de droit commun dans les TAP ou dans les temps périscolaires
- Enjeu, quel que soit le rythme retenu pour 2018, travailler encore davantage sur l'articulation des temps scolaires/péri et extrascolaires

Partenariat Ville/éducation nationale

- Renforcement du dialogue avec les enseignants
- Accès aux locaux = rentrer dans les écoles autrement
- La ville est devenue un partenaire éducatif légitime = meilleure reconnaissance de la place et du rôle de la commune en matière d'éducation = clarifie le rôle de chacun → impact politique fort en termes d'affichage (évolution dans l'intitulé des délégations : scolaire → éducation)

Des questions pour la suite :

- Comment accompagner les élus sur ces questions ?
- Comment sortir des seuls arguments financiers ?
- Quel devenir pour les taux d'encadrement qui étaient dérogatoires dans le cadre d'un PEDT ?
- ...

L'intervention de l'après Midi (Menighetti Programmation)

L'intérêt de la démarche d'analyse prospective et démographique au service de l'établissement d'un schéma éducatif directeur.

L'intérêt de la programmation dans la gestion et la création d'infrastructures éducatives municipales

La notion et les outils de secteur scolaire est consultable sur <http://www.andev.fr/document/dossier/vue/205> rubrique réseau professionnel/

COMPTE RENDU DU GROUPE RÉGIONAL ÎLE-DE-FRANCE/NORMANDIE

15 décembre 2017 au SIRESCO

Personnes présentes : Marion Aubert (Andev), Nicolas Aury (Siresco), Marie Bondroit (Bio Consom'acteurs), Marie Laure Boubarne (Maison Lafitte), Madame Bouhafs (Maison Lafitte), Alexandre Croisy (Nanterre), Emilie Delaunay (Bondy) Alcide Savinien Donnat (Saint-paul), Valérie Guerlain (Boissy), Laure Jean Philippe (Boissy), Christophe Hebert (Agores), Anne La Falaise (Saint-Denis), Catherine Le Poizat (Chelles), Christian Nail (Nangis), Grégoire Ozanne (Montreuil), Claire Poirinet (Nanterre), Sylvia Roudault (Bondy), Gladys Royer (Clichy sous Bois), Pascale Saulnier (Nangis), Magali Tempo (Coclico Sivu)

Invité : Marion Bretonniere Le Du, Chargée d'études au Conseil National de l'Alimentation

1. Les objectifs du groupe régional

Échanger entre acteurs et cadres de l'action éducative locale, partager et valoriser les pratiques territoriales, mutualiser les expériences des villes. L'ANDEV met en synergie différents acteurs et réseaux et constitue une boîte à outils utile à tous les professionnels de l'éducation pour faire face à leurs missions. Ces rencontres permettent à l'ANDEV de porter la voix, les préoccupations des directeurs et cadres de l'éducation au sein de diverses instances (Ministères, associations d'élus...) et d'informer les adhérents de nos participations au sein des différentes instances et retransmettre les évolutions apportées.

2. Intervention de Marion Bretonnière le du du CNA

Le CNA est une instance consultative indépendante créée en 1985, placée auprès des ministres en charge de l'agriculture, de la consommation et de la santé. Le CNA est consulté sur la définition de la politique de l'alimentation et émet des avis à l'attention des décideurs publics et des différents acteurs de la chaîne alimentaire. Le CNA est l'espace de concertation intégrant les réalités du monde professionnel et les attentes des consommateurs. Pour la mandature 2016-2019, le CNA est

présidé par M. Guillaume Garot, ancien ministre délégué à l'agroalimentaire.

Le Conseil National de l'Alimentation (CNA) a rendu, lors de sa séance plénière du 4 juillet 2017, l'Avis n°77 « Les enjeux de la restauration collective en milieu scolaire », issue de la concertation conduite sous la présidence du Professeur émérite Jean-Pierre Corbeau, sociologue de l'alimentation.

La qualité des repas servis en restauration scolaire et la place de la pause méridienne dans l'éducation alimentaire sont des préoccupations du CNA depuis de nombreuses années (Avis n°15, n°18, n°24 et n°47). La restauration scolaire est aujourd'hui régie par des évolutions significatives en matières réglementaires, sanitaires, environnementales ou de santé publique.

Cet Avis établit l'état des lieux des principaux enjeux de la restauration scolaire (enjeux de santé publique, justice sociale, citoyenneté, développement économique, éducatifs et environnementaux) sous l'angle de 12 fiches thématiques : « typologie des convives », « alimentations particulières », « éducation et transmission », « projets éducatifs », « pause méridienne », « activités ludo-éducatives », « réglementation, recommandations, bonnes pratiques et normes relatives à la restauration scolaire », « modes de gestion », « achats de denrées alimentaires », « lutte contre le gaspillage alimentaire », « métiers et formations » et « structuration des coûts ». Il est complété d'un chapitre préliminaire.

Le CNA a identifié 73 recommandations à destination du ministère chargé de l'Éducation nationale, de l'agriculture et de la santé, des autorités organisatrices de la restauration scolaire et de la restauration scolaire en délégation de service. Une des recommandations principales préconise le pilotage d'un projet d'établissement cohérent et dynamique mobilisant l'ensemble des acteurs et la formation des personnels.

On retrouve également parmi les recommandations : l'éducation au goût et à l'alimentation, la création d'un Observatoire de la restauration sco-

laire, l'accueil matériel et humain des convives, une alimentation de qualité.

Cet Avis est transmis aux Ministres chargé de la santé, de l'agriculture et de la consommation, ainsi qu'à l'ensemble des parties prenantes de la restauration scolaire.

- Vous trouverez en annexe la présentation de Marion Bretonnière le DU.
- Typologie des convives fiche 1 : Pages 12 à 23 de l'avis
- Télécharger la synthèse de l'avis

Informations : Les 4^e rencontres de la restauration collective intitulées « l'assiette de demain » ont eu lieu le 9 décembre 2017. Ces rencontres ont été co-organisées par les syndicats intercommunaux de restauration collective : Coclico, Sidoresto, Sidoresto, Sivuresc, Sivom Stains-Pierrefitte, et le Siresco en partenariat avec le CNFPT.

3. Échanges entre les villes participantes

- Christophe Hebert, Président d'AGORES et Directeur de la restauration municipale à Harfleur mène depuis 2011 une expérimentation sur la mise en oeuvre d'une école du goût et de l'alimentation avec des interventions multiples à la fois dans les classes, dans la restauration scolaire et en dehors de l'Ecole (ateliers d'éveil sensoriel, visite producteur, théâtre sur la question de l'alimentation)
- Cet avis est une approche globale de la restauration, ce ne sont pas que des recommandations sur les coûts, il recouvre l'**ensemble de la pause méridienne**. la dimension hédonique de l'alimentation y est présente : oeuvrer pour améliorer les repas et donner du sens à nos actions ! Cet outil est conçu pour être au service des collectivités. Il s'agit d'identifier les leviers pour répondre aux attentes des élus. Il émet des recommandations, et notamment en matière de lutte contre le gaspillage, la formation des acteurs etc....
- Nécessité de passer à une loi organique, l'alimentation est un élément moteur de la **transition écologique**, il faut changer de modèle. (bio et circuit court de manière significative)
- Remettre à leur place le **rôle des adultes encadrants**, et acquérir la norme NF. A Harfleur, travail de formation en partenariat avec le CNFPT et La ligue sur le rôle de l'adulte dans les restaurants scolaires, importance de décroiser les métiers, interconnaissance des métiers, se connaître et se reconnaître. Mise en place de Formation croisée atsem/animateurs/cuisiniers. (3 compétences essentielles : capacité à animer, bonne connaissance de l'alimentation, construction d'un répertoire de l'alimentation). Importance d'instaurer des temps en commun pour discuter. A **Bondy**, véritable impact de la réforme des rythmes éducatifs sur la restauration collective, déprécarisation des postes d'animateurs, les Atsem prépare le diplôme du BAFA (gestion de groupe), importance des formations croisées et d'inscrire l'aspect éducatif du temps de la pause méridienne dans le PEDT.
- Il existe dans certaines collectivités, des freins au niveau du personnel vieillissant : Pénibilité, difficile à reclasser, beaucoup ont des préconisations médicales (**Nanterre**, 10 600 enfants, 8 000 fréquentant la restauration scolaire)
- Dans certaines villes, le poids des impayés est très lourd. Cela constitue potentiellement un frein au développement du **Bio** (Clichy-Montfermeil). Cependant, il peut y avoir des aides de l'Etat, notamment auprès du Ministère de l'agriculture.
- Les parents souhaitent que leurs enfants mangent Bio mais sont contre l'augmentation des impôts locaux (**Nanterre**). Le Bio n'est pas une fin en soi, il est important de remettre en avant les produits labellisés. À **Nangis**, 8 500 habitants, 400 repas par jour, cuisine « traditionnelle » avec les produits bio de la ferme d'à côté.
- Paradoxe de la restauration collective : Triple injonction contradictoire :
 - Obligation de donner à manger aux enfants
 - Les enfants ne sont obligés de manger ce qu'on leur sert
 - Il ne faut pas gaspiller
- Les contraintes de fréquence et de grammage du GMRCN semblent être un frein pour lutter contre le **gaspillage** selon la ville de **Saint-Denis**. En effet, ce sont des recommandations, il n'est pas obligatoire de les suivre.
- Volonté de retourner à 4 composantes pour lutter contre le **gaspillage** dans certaines collectivités, pourtant solution très décriée sur le plan de l'équilibre alimentaire.

- En général, peu de gaspillage en maternelle, et notamment parce qu'il y a une atsem pour 8 qui accompagnent les enfants pendant le repas, les incitent à goûter, ... (Nanterre)

- **Emergence de collectifs citoyens** : exemple collectif Lilasien « Pas d'usine on cuisine » : 2000 convives, cuisine déléguée à une société privée, 10 % de bio. En 2012, quelques parents en mobilisent d'autres pour informer les citoyens qu'une restauration collective éco-responsable est possible. Organisation d'une journée de la transition citoyenne, distribution de tracts, pétition, médiatisation, réunions publiques, contact d'experts, réalisations et projections de films... Peu à peu, un dialogue constructif s'instaure entre parents, élus et prestataire de services.

Valeurs défendues : « Que tous les enfants puissent bénéficier d'un repas de qualité le midi à la cantine, recevoir une éducation au goût et nutritionnelle (provenance des aliments, moyens de productions utilisés, équilibre alimentaire, découverte de la cuisine alternative et des plats végétariens...), prendre conscience du gaspillage alimentaire (sans pour autant les culpabiliser) et de la revalorisation des déchets organiques.

Également que tous les personnels de cuisine et de service aient un métier valorisant dans l'élaboration de recettes maisons avec des produits frais, bio-locaux, et dans l'éducation des enfants... »

Thèmes des prochains groupes régionaux

- **Le dispositif « Plan Mercredi »/DJEPVA**, date à définir en Février, le lieu vous sera communiqué ultérieurement
- **Comment impliquer et sensibiliser les familles à l'éveil au goût et à l'équilibre alimentaire en restauration collective ?** Date à définir fin Mars/début avril, à la Mairie de Nanterre, 88 rue du 8 mai 1945, 92000 Nanterre
- **Quelles passerelles et organisations partagées pouvons nous élaborer pour garantir la continuité éducative sur un même territoire ? Comment travailler la continuité des services en direction des enfants et des jeunes dans nos propres organisations et accompagner la transition CM2/6^e ? Quel partenariat stratégique construire avec les conseils départementaux ?**
- Date à définir début juin, de 9h30 à 12H30, le lieu vous sera communiqué ultérieurement.

SYNTHÈSE DES ATELIERS SUR LA MISE EN DÉBAT DU RETOUR À 4 JOURS

Groupe régional Grand Ouest

A. Simon/C. Robin/C. Chevalier/M. Bayeux

Rappel du contexte : Décret Blanquer du 27 juin 2017 autorise le passage à 4 jours scolaires (au lieu de 4,5) par le DASEN à la demande d'un maire et d'1 ou de plusieurs conseils d'école.

La loi reste sur 4,5 jours ; c'est donc dérogatoire

+ En 44 le DASEN demande le consensus absolu, avec vote, du conseil d'école.

Certaines communes ont ouvert le débat et d'autres non, c'est pourquoi les échanges ont porté sur les quatre questionnements suivants : Pourquoi la mise en débat a-t-elle été organisée ou

non ? Quels ont été les acteurs concernés ? Sous quel format et dans quelle démarche ? Quelles sont les conséquences aujourd'hui ou à terme ?

Organisation en 4 ateliers répartissant les 45 participants de communes de profil volontairement diversifiées en taille, environnement rural ou non, reliées à des communautés de communes, des métropoles etc...dont les échanges doivent permettre de répondre aux questions ci-après et nous donner des pistes de travail pour accompagner les décisions politiques dans le maintien de l'organisation à 4,5 jours ou le retour à 4 jours.

La restitution des 4 ateliers, assurée par 4 collègues nantaises, est ici présentée en synthèse

Le décret Blanquer remet-il en question la prise en compte des temps de l'enfant ?
Pourquoi et comment maintenir la semaine de 4,5 jours
Comment faire des PEDT qualitatifs pour continuer à bénéficier du fond de soutien
Revenir à la semaine de 4 jours : quels impacts sur l'organisation locale voire intercommunale
Les clefs pour mener une concertation efficace entre les acteurs
Activités périscolaires : quelles solutions pour les communes rurales
Gérer les difficultés liées aux transports scolaires et au personnel des TAP

POURQUOI ?

QUI ?

COMMENT ?

CONSEQUENCES ?

Pourquoi débattre?

Il est important que la volonté politique soit clairement exprimée auprès des acteurs éducatifs. Et selon le positionnement initial favorable ou non à la mise en place de la réforme, les organisations mises en place, la dynamique participative et de réseaux des acteurs dans le cadre d'un projet éducatif, la mise en débat s'organise différemment.

1. Posture politique

1.1 Entrée démocratique

Lorsque les élus souhaitent recueillir par enquête le souhait des acteurs éducatifs et suivre la majorité. Avec le risque de positionnements «corporatistes» et l'appui sur des études contradictoires, ne disposant pas d'évaluations nationales et laissant la place à des positions dogmatiques. (Bouaye: la décision de l' élu est celle de suivre la majorité des acteurs, soit un retour à 4 jours voulu par 60 % des parents après enquête).

1.2 Lien au positionnement politique initial concernant la réforme

Opportunité d'affirmer une opposition ou au contraire un soutien à la réforme initiale. Motivation par les incertitudes liées au maintien de financement par l'État, mais aussi d'un autre point de vue, par le coût engendré par un arrêt des organisations retenues sur le temps périscolaire, la prise en compte de la qualification des acteurs du périscolaire, l'implication des collectivités dans un aménagement des temps inscrits dans une continuité éducative. Questionnement sur le consensus du discours autour de la chronobiologie et l'intérêt de l'enfant pour la mise en place de la réforme et le principe dérogatoire qui ne prend plus en compte l'intérêt de l'enfant.

Ainsi les élus initialement défavorables à la réforme reviennent majoritairement à 4 jours (Cholet) ce qui est aussi le cas pour des collectivités rurales mises en difficulté si le fonds de soutien n'est plus assuré. Inversement des élus peuvent développer des arguments stratégiques autour du bien-être des enfants, s'appuyer sur des partenariats avec les fédérations de parents, les DDEN, pour ne pas déroger à la Loi et maintenir les 4,5 jours/semaine (Orvault).

Lorsqu'une organisation périscolaire, intégrée dans un projet éducatif, préexistait en amont de la mise en œuvre de la réforme qui mettaient en évidence l'intérêt de l'enfant et la possibilité d'accès à des activités diverses pour les enfants les plus en difficulté, il n'a pas de mise en débat, car pas d'opposition déclarée, convaincue de l'intérêt global. (Rennes, Nantes qui s'appuie aussi sur l'évaluation N+1 de la mise en place de la réforme). Ce

qui peut aussi être soutenu par les parents et les enfants dans le cadre de points d'étape plus que d'évaluation (St Herblain)

2. Pression des enseignants

Qui obligent la Ville à la concertation, comme par exemple par l'inscription dans les ordres du jour des conseils d'école. Ceci n'aboutit pas nécessairement à la décision politique de suivre les enseignants, car les familles se sont adaptées, organisées pour cette réforme qui concerne le temps scolaire, mais induit aussi la mise en œuvre du temps périscolaire dans les communes rurales par exemple.

Il est par ailleurs important de distinguer le positionnement des enseignants de celui des syndicats qui vont s'exprimer différemment selon ce qui a été mis en place lors de la réforme en termes d'organisation, de travail partenarial, de prise en compte des besoins des enfants. Là où des organisations répondent aux besoins des familles et où les acteurs éducatifs se sont impliqués collectivement, le retour à 4 jours n'a pas été soutenu.

*

A noter:

Constat partagé de l'impact des délais différents donnés par les DASEN, même au sein de la même académie, pour que les collectivités se positionnent sur un retour dérogatoire à 4 jours. Du 15/12 en Vendée au 15/01 en Maine-et-Loire.

Se pose aussi la question des délais, très courts, entre le vote en conseil d'école, l'avis des communes et le retour au DASEN. Où est le travail sur le fond?

Et par ailleurs, impacts différenciés selon l'environnement urbain ou rural, entre autre dans la relation avec le conseil départemental pour les transports scolaires.

**

1.2 Les clefs pour mener une concertation efficace?

Quels éléments pour le débat? Cela relève t il du Maire, des adjoints à l'éducation? Faut il procéder par enquête? Comment travailler avec des parents? Avec des associations? En direct? Quels moyens? Café des parents?

Sur quelle durée? Selon l'influence des personnes engagées dans le débat, celui ci ne sera pas de même nature. Il est intéressant de constater que la méthode choisie renseigne sur la volonté de la collectivité d'être ou non dans une relation de proximité entre décideurs et administrés.

- Temps de travail en commun avec tous les partenaires basé sur des évaluations si possible
- Mise en débat : argumentation des uns et des autres sous différentes formes de concertation (questionnaires, bilans, entretiens...)

- Là où le projet éducatif et la mise en place de la réforme ont été élaborés en concertation, animés, suivis voir évalués, il est plus évident de mettre en débat toute évolution de la réforme.
- Si l'on procède par vote, quelles sont les questions posées ? Le retour à 4 jours seulement ou est ce une opportunité pour requestionner le mercredi matin et le samedi matin ?

Parmi les freins identifiés :

- Le temps de la concertation pour réunir tous les acteurs, et le délai laissé aux collectivités par les DASEN.
- Le risque d'instrumentalisation des acteurs, dont les parents. Il faut cerner le bon niveau de dialogue, se poser la question de la méthode à support appropriable par chacun.

Partir d'une évaluation¹

- À Brest: évaluation par prestataire à 4,5 jours maintenus et travail en commun sur des préconisations
- à Saint Nazaire: travail avec un prestataire
- A Angers: consultation, par les élus accompagnés de techniciens, de parents d'élèves, des fédérations de parents, des agents, des syndicats, d'un panel de directeurs d'école.
- À Nantes comme à Orvault: basé sur une évaluation faite un an après la mise en place des 4,5j
- À Orvault: une réunion parent élèves/ Élus a rappelé l'intérêt pour l'enfant de la réforme et sans débattre a mis en évidence des conséquences d'un retour à 4 jours : licenciement animateur, coût de la réouverture centre de loisirs. Cela a été suivi d'un édit dans le journal du Maire et de diffusion dans les conseils d'école.

En réalité, pour toutes les collectivités qui mentionnent la référence à une évaluation, il s'agit plus d'une consultation, d'une concertation que d'une évaluation. La question qui reste posée est bien celle des rythmes de l'enfant et du temps et conditions nécessaires aux apprentissages. Le décret facilite la vie des adultes.

*

**

3. Conséquences d'un retour à 4 jours?

Ces conséquences, peu souvent abordées du point de vue de l'enfant, sont multiples. Cela concerne l'organisation des familles, la gestion du personnel des écoles et des animateurs, voir des associations partenaires, mais aussi la question budgétaire. En moyenne ce sont 25 % des effectifs scolaires qui fréquentent le périscolaire.

L'ensemble du groupe s'accorde à dire que la mise en place de la réforme des rythmes scolaires a permis de créer des **alliances éducatives**, notamment grâce au PEDT qui est fédérateur. Toutefois, il est rappelé que les grandes villes ont eu l'avantage de bénéficier d'un confort financier, de fonds qui leur ont permis de faire face aux exigences de la réforme, ce qui n'est pas le cas des petites villes rurales par exemple. La mise en débat se concentre plus généralement sur des questions logistiques plus que sur des questions éducatives.

Un point qui est peu questionné et qui a été abordé dans un des ateliers, est celui de l'organisation des familles le mercredi matin et de l'impact sur les temps partiels par exemple, permettant ainsi ½ journée supplémentaire dans le cadre du retour à l'emploi des femmes. Si l'on reste sur les questions liées à l'emploi, celle de la prise en compte de la précarité des animateurs n'est pas toujours présente, pas plus que des conséquences sur des associations partenaires.

Les impacts humains ont été rappelés par les 4 ateliers, que ce soit pour les personnels des écoles, en termes d'organisation des temps de travail, de la qualification, des formations, des ATSEM mais aussi des animateurs qui ont été intégrés dans certaines collectivités. Les TAP ont permis de valoriser ces temps périscolaires et de soutenir la montée en compétences des animateurs, reconnus plus généralement comme des co-éducateurs, aussi bien par les collectivités, que par les familles et les enseignants.

Le temps périscolaire a gagné le plus souvent en qualité et la réforme a favorisé la prise en compte du temps global de l'enfant dans l'école mais aussi dans l'ouverture de celle ci aux ressources associatives locales. Pour autant il existe peu de bilan qui permette de mesurer ces impacts, y compris sur le bien être de l'enfant, le bénéfice sur ses apprentissages. Cela nécessiterait un suivi de cohorte dans le temps. Une des limites étant que les scénarios de mise en œuvre sont tellement différents, qu'il sera difficile de tirer des conclusions généralisables. A Saint-Nazaire les enseignants se sont exprimés par questionnaire pour reconnaître le bénéfice sur les apprentissages de la répartition sur 4,5 jours, pour les CP/CE1 mais souhaitent un retour à 4 jours pour les maternelles.

Pour l'ensemble des collectivités des tensions existent autour des locaux ce qui conduit à des négociations pour la mutualisation souvent complexes.

Si l'on devait prendre réellement en compte le rythme de l'enfant, il est probable que selon l'âge concerné la réponse ne soit pas la même. A ce jour,

1. Groupe de travail ANDEV/DGSCO en cours

les organisations familiales et des collectivités rendent complexe une organisation différenciée.

Sur la question du financement :

Les échanges mettent en évidence que ce n'est pas forcément à l'avantage des villes qui font un retour à 4 jours. En effet, cela peut entraîner pour les collectivités qui ont procédé à des recrutements d'animateurs, des licenciements, la résiliation des projets éducatifs de territoire et la perte du fonds de soutien.

Par exemple à Brest, le reste à charge de la ville est de 120 € par enfant/jour, sachant que la collectivité a décidé de la gratuité pour toutes les familles lors de la mise en place de la réforme, ce qui a eu un impact réel sur la réduction des inégalités par l'accès à tous, à l'offre éducative développée. A Saint Nazaire, le reste à charge est de 200€ par enfant/jour et la question du maintien du plan de soutien est importante comme pour la plupart des collectivités qui s'inquiètent du risque de transfert de fonds au bénéfice d'un «plan mercredi» dont les contours sont encore à préciser.

Au Poiré-sur-Vie, il y a un risque de non renouvellement du PEDT et donc plus de fonds de soutien par le retour à 4 jours, par ailleurs fortement conditionné par les transports scolaires en lien avec le collège. Comme d'autres communes rurales, c'est une fédération d'éducation populaire qui a été sollicitée pour mettre en place la réforme, avec recrutement d'animateurs titulaires du BAFA, mais sans déclaration CAF des activités périscolaires.

Les décisions tarifaires sont aussi très variées, ainsi d'une tarification spécifique si les animatrices sont formées, coût pour les familles: 0,50 € pour 15 mn.

De même une crainte est exprimée autour du transfert de fonds sur le dispositif «devoirs faits» qui devrait concerner toutes les écoles primaires avant 2020, ce qui répond à des attentes fortes de familles et d'enseignants sur ce temps d'études, qui reste une très forte source d'inégalité entre les enfants par ce travail personnel dont la responsabilité repose trop souvent sur les parents. Une des questions est de savoir si cela relève du temps scolaire ou temps périscolaire, sachant qu'à ce jour il existe une obligation de moyens et non de résultat.

L'éducation nationale rencontre également des difficultés sur la gestion des moyens enseignants, ce qui pourrait être partiellement absorbé par la mise en place des CP puis CE1 dédoublés.

En Intercommunalité on peut trouver des communes qui reviennent à 4 jours et d'autres restent à 4,5 jours, ce qui va poser problème dans l'éventualité d'un projet éducatif à l'échelle territoriale de

l'intercommunalité, comme cela peut déjà se développer dans d'autres régions.

Il existe un risque de glissement sur l'enseignement privé où ces questions de modifications des rythmes n'ont été que très peu évoquées, la plupart des écoles privées étant restées en régime dérogatoire.

Autres impacts dérivés:

Un risque réel de revenir à des temps périscolaires de type garderie avec dégradation de fait des temps périscolaires, du taux d'encadrement et d'un frein à la continuité éducative recherchée dans la co construction des PEDT et le plus souvent coordonnés voir pilotés par les directions de l'éducation, qui se trouvent en tension.

Impact sur le tissu associatif et les autres politiques publiques municipales, les services techniques... Ce qui sera aussi le cas dans le cadre du plan mercredi s'il n'est pas négocié et travaillé au territoire.

Des opportunités?

Le Plan Mercredi peut inclure les associations et si l'on prend en compte la globalité des temps de vie de l'enfant, cela peut être une opportunité pour dépasser le problème d'argent et faire de la question des temps «hors temps scolaire» un réel outil de gouvernance pour une cohérence et continuité éducative au bénéfice de l'enfant.

Pour les collectivités qui reviennent à 4 jours cela peut dégager du temps de concertation supplémentaire et absorber la question des temps partiels du mercredi matin pour les personnels des écoles. Enfin, cette même logique positive, les non dépenses engagées sur la ½ journée par le retour à 4 jours, peut dégager un budget plus important pour améliorer le temps périscolaire.

Une alerte collective

Comment capitaliser les compétences des intervenants en TAP? Comment améliorer les conditions de recrutement et poursuivre la reconnaissance de ces métiers de l'animation dans une communauté éducative qui évolue? Quelle formation, quelle qualification? Quel bassin d'emploi?

Tous les territoires ont des ressources qui ne s'expriment pas de la même façon, mais c'est bien l'implication collective pour prendre en compte les besoins des enfants qui doit être au centre de la mobilisation de nos organisations.

*

**

RÉSEAU SUD-MÉDITERRANÉE

Journée « Éducation et Territoires »

- Printemps des écoles de la ville de La Ciotat

L'évènement le « Printemps des écoles » est né en 2013 de la volonté de l'élue à l'Éducation de la ville, de créer un espace de rencontres-informations-débats dès l'annonce du décret Peillon pour la mise en place des nouveaux rythmes scolaires. À partir de 2016, cette manifestation a été étendue à une journée « Éducation et Territoires » organisée avec le réseau sud-méditerranée des directeurs de l'Éducation (ANDEV), le réseau français des villes Éducatrices (RFVE), l'Éducation Nationale - dont le réseau Canopé - et la Caisse d'Allocations Familiales.

Cette journée est destinée à la fois aux élus locaux en charge de l'Éducation voire des directions municipales associées, aux techniciens et aux partenaires des collectivités, aux parents. Elle est un espace partagé de dialogue et de réflexion. Elle permet de réfléchir sur les multiples problématiques liées aux Projets Éducatifs de Territoires et d'échanger sur les expériences de chacun de façon concrète.

La première année le thème conducteur des ateliers a été : « Comment garder des activités de qualité malgré la baisse des dotations de l'Etat imposant un contexte d'économie budgétaire redoublé aux collectivités locales ? ». En 2017, à la veille des élections présidentielles, le thème a été « Au terme de trois ou quatre années de PEDT, qu'avons-nous capitalisé qui puisse rester en fondation quel que soit le rythme scolaire adoptable par les Conseils d'école pour la rentrée 2018 ? ».

Cette année le fil conducteur est « L'alliance éducative, un défi pour le développement d'un territoire durable ». Pour plus d'infos : magali.jacomin@mairie-laciotat.fr Tél : 04 42 83 89 93

PROGRAMME du MARDI 10 avril 2018

9 h : Accueil

9 h 30 : Discours d'ouverture

9 h 45 : Ateliers « Réflexions et bonnes pratiques »

A. Territoires et bâtiments durables pour le « Bien Être éducatif » de l'enfant

ARPE – La Ciotat – Istres – Grenoble – Communauté d'agglomération d'Alès – DFD 13

Lorsque des investissements importants sont annoncés pour les infrastructures scolaires, ils sont une occasion à saisir pour intégrer systématiquement le développement durable dans les projets de construction des écoles. La ville de Grenoble présentera sa dernière conception pour laquelle la qualité de l'air a été particulièrement recherchée.

B. Petite enfance et développement durable

CAF – La Ciotat – Toulon – Perpignan – DFD 13

Quelle continuité éducative de la maison à la crèche vers l'école maternelle ? Au cœur de la scolarisation des tout-petits, la question de la gratuité du mode de garde vient se confronter à la qualité de l'accueil des structures de la petite enfance. Comment faire pour qu'une politique de la petite enfance soit moins la résultante de la gestion des places disponibles qu'une politique des collectivités territoriales affirmée ?

C. Jeunesse et développement durable

CRIJ – La Ciotat – Miramas – Colomiers – Roquebrune sur Argens

Entre compétences du département et région, quelle place doit, peut prendre la politique jeunesse dans une politique municipale ? Souvent perçue comme le parent pauvre du projet éducatif communal, quel chemin de l'alliance trouver afin que cette politique jeunesse soit la plus efficiente

possible sur un territoire néanmoins municipal ?

D. Culture et développement durable

ANDEV Chantal Blandel – La Ciotat – Toulon – Éducation nationale

L'Agenda 21 de la culture est le premier document de dimension internationale qui s'est proposé d'établir les bases d'un engagement des villes et des gouvernements locaux en faveur du développement culturel. Il propose de renforcer les politiques locales et d'intégrer la culture comme élément fondamental du modèle de développement.

L'alliance culturelle, l'adhésion culturelle, la question de la privation culturelle et l'évaluation culturelle seront au centre de nos questionnements.

E. Citoyenneté, laïcité, valeurs et développement durable

Camp des Milles – La Ciotat Elhadi Abdelhak – DDEN Jean Asso – Nîmes – Aubagne

La citoyenneté ce n'est pas être tous différents, tous ensembles, mais se reconnaître comme ayant la même valeur, quelles que soient nos différences. Une culture est transmise (on ne la renie pas), mais on ne doit pas réduire l'individu à sa culture (voire réduire son accès à la culture...). C'est un enjeu démocratique. Comment faire pour ne pas rentrer dans l'entre soi, dans le repli communautaire ?

F. Citoyenneté, école des médias et développement durable

CANOPE – MAÏF – Éducation Nationale – La Ciotat – Espé 04

L'éducation numérique vise essentiellement à développer des « usages sûrs et critiques » (cadre européen de compétences publié en 2006), mais rarement à susciter une réflexion sur l'avènement d'une citoyenneté (numérique) mondiale. Comment tirer profit de cette révolution technologique tout en diminuant les risques de fracture numérique, d'influçabilité et d'addictologie des jeunes publics ?

G. Les outils de l'alliance éducative pour un développement durable (Langue régionale, patrimoine, médiation animale)

Gardanne – Martigues – La Ciotat – AELOC – La ferme d'autrefois

Le retour à la semaine de quatre jours, constaté à 43 % à la rentrée 2017 est attendu à hauteur de

75 % à la rentrée 2018. Le Plan Mercredi du gouvernement et le PEDT se dessinent, selon le rythme scolaire, dans un cadre de quatre jours ou quatre jours et demi. Pour son retour à quatre jours, la Ciotat a choisi la démarche du RIA soit une réponse à comment co-construire avec des acteurs associatifs spécialisés ?

H. La formation au cœur de l'alliance éducative

La Ciotat – Aix-en-Provence – CNFPT – ANDEV – Espé 83 – RFVE

Si les étudiants méconnaissent souvent le fonctionnement des institutions locales, les professionnels des collectivités ne connaissent pas forcément le monde de l'école, ses fonctionnements, son langage, ses contraintes. Il est essentiel, à l'heure où est envisagé le projet éducatif de manière globale, de travailler à la cohérence des interventions des différents partenaires, notamment par des formations mixant les publics des professionnels.

11h15 : Pause

11h30 : Synthèse

12h30 : Prises de paroles officielles, verre de l'amitié et déjeuner

14h00 : Ateliers « Actions innovantes et expérimentations durables »

I. L'expertise des parents pour le « Bien Être éducatif » de l'enfant

REAPP – CAF – La Ciotat – Parcours Handicap 13 – EN – Politique de la ville – Parents d'élèves – CCAS – Aubagne – Association Coup de Pouce

Quel est le rôle, la place des parents dans la communauté éducative ? Comment favoriser la fédération des parents, transposer les bonnes pratiques des exemples de la petite enfance, des associations du handicap ? Quelle place les professionnels sont prêts à laisser aux parents ? Quelles représentations avons-nous des associations de parents ? Des témoignages d'actions tels les Café-parents exposeront les difficultés rencontrées comme les bonnes pratiques.

J. Culture/langues régionales et patrimoine durable

La Ciotat et communes de la circonscription – EN – AELOC – Perpignan – Bastide Marin – ALP

Le ministère de l'Éducation nationale développe des programmes d'enseignement et de formation de professeurs destinés à enseigner les langues et les cultures régionales. La ville de La Ciotat avait initié dans ses NAP un Projet innovant largement développé aujourd'hui par les Projets d'école. Ainsi le 1^{er} juin 2018 – FEST'AQUI – fêtera le rassemblement des Rencontres scolaires Culture et Langue régionales de PACA.

K. Engagement citoyen – Parcours pour un engagement durable

La Ciotat – UNICEF – EN – ANDEV – Politique de la ville – Camp des Milles – Les Pennes Mirabeau – CMJC – Nîmes

Créer une «culture de l'engagement citoyen tout au long de la vie» et consolider les droits des jeunes : c'est l'ambition affichée par le titre I de la loi Egalité et Citoyenneté dédié à l'émancipation des jeunes», à la «citoyenneté» et à la « participation». Les villes et associations présentes à cet atelier échangeront sur leurs projets rendant l'enfant acteur que ce soit dans la mise en œuvre du Jardin idéal de l'école, la favorisation de leur expression par les conseils de jeunes ou la participation à la Consultation 6-18 ans de l'UNICEF.

L. De la nature à l'assiette, l'EEDD au service de la qualité de vie

La Ciotat – ARPE – EN – ANDEV – SOGERES – Salon de Provence – Nîmes – Services santé Familles

Du jardin dans la cour d'école à la restauration collective en circuit court les participants de l'atelier évoqueront la Nature en ville/ville nature... de la petite enfance au lycée... et en pratique des démarches, des initiatives, qui montrent que les solutions sont à portée de main.

M. Eveil Culturel et artistique « Vague récréative »

Aubagne – Les Pennes-Mirabeau – La Ciotat – Haut Gard Rhodanien – Toulon

Comment favoriser les apprentissages dès la première section de maternelle ? Les villes d'Aubagne et des Pennes-Mirabeau présenteront le projet de la «nouvelle vague créative» développé dans un réseau départemental. L'exemple de leur propre projet en lien avec le PEDT répond à l'axe « Eveil culturel, artistique et créatif du

jeune enfant» qui souhaite le sensibiliser par la découverte, l'expérimentation et le développement de connaissances.

N. L'école inclusive – ONE, un outil numérique innovant

La Ciotat – Société One – Parents d'Elèves – Nîmes – Colomiers

Le numérique au service de l'alliance des enseignants, enfants, parents, animateurs. Dans cet atelier seront évoquées les nouveautés technologiques aussi bien en lien avec les programmes scolaires que permettant la communication entre acteurs tels l'ENT, la Robotique et une application réalisée par des parents d'élèves élus.

O. L'école, un espace de paix et d'épanouissement

La Ciotat – Salon de Provence – EN – Politique de la ville – Parents d'Elèves – Avocat pour enfant – UNICEF – Associations – Infirmière et psychologue scolaire – ASCLEF

Cet atelier abordera la prévention du harcèlement à l'école, du « mal vivre » la collectivité etc. L'exemple canadien Prodas (programme québécois avec le planning familial) développait un cercle vertueux ayant démontré comme résultat pour les élèves un gain en vocabulaire, moins de violences et un impact sur le français. La pédagogie Freinet s'appuie notamment sur les conseils d'enfants.

15h45 : Pause

16h : Synthèse

17h : Pause (longue jusqu'à soirée EDEN)

18h30 : l'Alliance Éducative en vidéos

Par Janine Bouvat
Vice-Présidente de l'ANDEV

Responsable du Pôle Ingénierie
des services à la population
Cordonnatrice du PEDT Ville de La Ciotat

La signification éducative et la problématique du Projet Educatif Territorial dans la réforme des rythmes scolaires en France

Après un premier voyage d'études en France sur le développement des politiques éducatives locales, en Septembre 2016, Mme Keiko Iwashashi – sociologue et formatrice des enseignants à l'Université de Shigakukan, – est de retour en Mars 2018 pour poursuivre cette analyse à la suite du changement gouvernemental français. Elle réalise depuis longtemps des études comparatives sur l'animation et l'éducation populaire entre la France et le Japon. Dans le cadre de ses recherches, elle s'intéresse à la réforme des rythmes scolaires, aux projets éducatifs locaux et à l'articulation des temps scolaire-périscolaire. Le ministère de l'Éducation du Japon qui réfléchit à sa réforme scolaire et à comment compléter l'offre pédagogique faite aux enfants le soir, le week-end ou lors des vacances scolaires lui a confié cette mission. C'est, en lisant le « Rapport à Monsieur le premier Ministre sur la mise en place des projets éducatifs de territoires » de Françoise Cartron, qu'elle a voulu se rendre compte sur place de l'efficacité des nouvelles activités périscolaires (NAP). Elle nous confie aujourd'hui sa communication, parue au *Bulletin of the faculty of humanities*, Shigakukan University en Octobre 2017 sur les constats de son premier voyage.

De 2013 à 2017 dans presque toutes les écoles primaires en France, la réforme des rythmes scolaires a été mise en œuvre, dans le but de favoriser la réussite scolaire et réduire les inégalités pour tous les enfants. Cette réforme se fonde sur le respect de la chronobiologie de l'enfant et ainsi l'assurance d'un temps de l'enfant équilibré, favorisant le développement de l'enfant. Dans ce but, cette réforme vise non seulement à mieux rythmer le temps scolaire, mais aussi à développer les activités éducatives du temps périscolaire. Elle vise à réfléchir à l'éducation sur la globalité d'un territoire, et ainsi à mettre profondément en place le projet éducatif local au niveau communal.

Par conséquent, dans le présent article, je considère le Projet Educatif Territorial (PEDT) comme le pivot essentiel de la réforme des rythmes scolaires. Et à travers mon analyse de l'état actuel de la mise en pratique des PEDT depuis 4 ans, j'ai étudié la signification éducative de cette problématique. Ma conclusion en trois points est donc la-suivante :

1) Dans la réforme des rythmes scolaires, les essais en quête de la continuité éducative ont été souhaités en cohérence entre le temps scolaire, le temps périscolaire et le temps extrascolaire. Ces essais ambitieux ont

pour but de favoriser l'épanouissement de l'enfant en globalisant l'éducation de l'enfant et ses temps éducatifs, sans séparation donc entre l'école et en dehors de l'école. Par conséquent, il a fallu construire la collaboration entre l'école et les acteurs éducatifs en dehors de l'école. C'est pourquoi, jusqu'à aujourd'hui le partenariat entre les enseignants et les animateurs est davantage sollicité, afin de concrétiser cette coopération.

2) Grâce à la mise en place et en œuvre du PEDT, la politique éducative locale est avancée sur l'initiative communale. L'éducation s'adaptant à la réalité de la vie de l'enfant dans la commune est devenue réalisable. En particulier, les enfants n'ayant pas auparavant la possibilité d'activité hors scolaires dans les petites communes, ont vu la possibilité de participer à des activités péri-éducatives. Autrement dit, le service public de l'éducation se développe aussi en dehors de l'école. Je peux affirmer que dans le domaine de l'éducation ce fait est un des aboutissements de la décentralisation débutée dans les années 1980. En même temps, dans les rapports tendus entre l'éducation nationale et celle revendiquée par la commune, la question qui se pose est, dorénavant, comment essayer de résoudre le problème de l'équilibre de ces deux parties. Car, à présent, on peut mettre l'école au centre, non pas simplement de la politique éducative nationale, mais également de la politique éducative locale. Maintenant l'éducation peut être enrichie différemment par chaque commune.

3) Le processus de la promotion du Projet Educatif lui-même produit l'élargissement et la profondeur de la communauté éducative. Et l'ensemble de la communauté locale, tel que tous les acteurs éducatifs, poursuit le profit de l'éducation des enfants par l'engagement de chacun. La clé de réussite des PEDT dépend des moyens du développement de cette communauté éducative. Il ne faut pas que chaque communauté s'enferme en elle-même. Au contraire, elle doit dynamiser les échanges avec les autres communautés qui partagent et solutionnent les problèmes, et participer à la refondation de l'éducation au niveau national. C'est la plus grande question à viser.

Keiko IWASHASHI

Université de Shigakukan,

Faculté des sciences humaines

1-59-1 Murasakibaru, Kagoshima-shi 890-8504, Japon

iwahashik@aol.com

L'action éducative en pratique

Univers dans lequel se croisent des problématiques d'ordre juridique, administratif, financier mais également pédagogique ou encore managérial, l'action éducative locale constitue un environnement professionnel infiniment riche et passionnant mais de plus en plus complexe. Dédiée à l'accompagnement opérationnel des cadres intervenant dans le secteur éducatif, *L'Action éducative en pratique* vous donne accès à 160 fiches actualisées en permanence, 240 outils et modèles de documents téléchargeables, à une base de données juridiques mais également à un forum où poser vos questions à nos experts, à l'actualité des collectivités territoriales... Bénéficiant ainsi de l'expertise de professionnels désireux de partager leur expérience de terrain, vous disposerez de toutes les clés méthodologiques nécessaires pour appréhender les problématiques que vous rencontrez au quotidien.

Pour toute question ou suggestion, n'hésitez pas à contacter notre service client au 01 53 35 17 17 ou par mail : relation.clientele@weka.fr



Editions WEKA

L'abonnement comprend :

1. Le guide de référence ;
2. L'accès au site Internet des abonnées

www.weka.fr;

3. La lettre d'information hebdomadaire

Tarif : 465 euros TTC

(hors frais de port 9 euros TTC).

Tarif préférentiel à 395,25 euros pour les membres de l'ANDEV. Contactez WEKA au 01.53.35.16.16

Éditions Weka Intégral « Responsables de l'éducation »

Dans un environnement professionnel dans lequel se croisent des problématiques d'ordre juridique, administratif, financier mais également pédagogique ou encore managérial, cette solution réglementaire et méthodologique accompagne les responsables de l'éducation et les guide dans la gestion quotidienne d'un secteur complexe grâce à quatre services documentaires :

- L'action éducative en pratique
- Diriger et gérer un accueil de loisirs
- Dynamiser la stratégie RH
- Piloter vos marchés publics

Développées dans le cadre de ce partenariat, ces offres font l'objet d'un tarif préférentiel pour les membres adhérents de l'ANDEV. Besoin de plus d'information ? Contacter les Éditions WEKA par téléphone au : 01 53 35 17 17 ou sur le site weka.fr

AIDER SON ENFANT MALADROIT



La formule s'adresse en fait aux parents d'enfants dyspraxiques. Ce guide propose 50 fiches pratiques pour ne pas laisser la dyspraxie gâcher la vie de son enfant. Réalisée par une orthophoniste spécialisée, les fiches couvrent tous les aspects de la vie de l'enfant depuis l'alimentation et l'hygiène

jusqu'aux maths en passant par la lecture, les leçons, l'estime de soi ou simplement se moucher.

Delphine de Hemptinne et Jehanne Mignot,
Aider son enfant maladroit, De Boeck Supérieur,
ISBN 9782353273454

De l'accueil à l'autonomie : Familles Roms au Puits Z - 2012-2017

Éditeur : Collectif Roms De Gardanne
182 pages ; 23,5 x 15,5 cm ; relié
ISBN 978-2-9561204-0-7
EAN 9782956120407



Le livre est divisé en trois parties : dans la première partie, nous campons le « paysage » : repères historiques, contexte du moment, données de départ et débuts du Puits Z, axes de travail majeurs. Dans la seconde partie, nous faisons un récit chronologique, mais non exhaustif, des principaux faits et actions qui ont

jalonné cette histoire de plus de quatre années. Dans la troisième partie, nous avançons quelques réflexions ou éléments d'analyse sur les modalités de notre travail, en partenariat avec bien d'autres, sur nos rapports avec les Roms et leur culture, sur leur situation actuelle et sur un futur non encore écrit. Notre souci de ne pas enjoliver la réalité, de ne pas masquer les difficultés nous a parfois conduits, en particulier dans la troisième partie, à des considérations qui peuvent apparaître pessimistes. Il ne faudrait pas en conclure que notre regard est négatif et désabusé. Cette « histoire » nous paraît au contraire porteuse d'espoir, ouverte sur l'avenir, et nous sommes « modestement fiers » du travail accompli. Ce témoignage peut-il contribuer à ouvrir des pistes, être utile à d'autres dans des situations similaires ?

Brian, Rachid, Mathilde et les autres, éditions d'une, Bruno Robbes

Université de Cergy-Pontoise/ESPE
Philippe Jubin, Valérie Lamarre Milbergue
et Nathalie Lelouey,
Paris, 2017, 157 p., 11 €. ISBN 979-10-94346-13-6



Le livre est né d'un atelier d'écriture réunissant les trois auteurs autour d'une règle minimale : « chacun écrit, chez lui, un texte en lien avec sa pratique et lors de la séance suivante, nous les lisons et nous échangeons ». Un dispositif aussi simple qu'essentiel, disent-ils, qui serait certainement très utile à l'école ordinaire... Il est construit autour des histoires de

trois jeunes : Rachid, Mathilde et Brian. Chaque histoire comprend un récit, suivi d'une discussion entre les auteurs. Entre ces histoires, un intermède permet à chaque praticien de dire qui il (-elle) est, d'où il (-elle) vient, ce qu'il (-elle) fait là. Des portraits entrelacés, en somme, où l'on entre par les histoires des jeunes au moment où elles croisent celle des éducateurs.

Manières d'apprendre (xviii^e-xx^e siècles) : quand le genre s'en mêle

Sous la direction de Ulrike Krampl, Dominique Picco et Marianne Thivend
Au sommaire du n° 20 (automne 2017) de la revue *Genre & Histoire*, une revue académique électronique créée à l'initiative de l'association **Mnémosyne** :

La revue est en accès libre en ligne ici : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/2816>

Pour une enfance heureuse : repenser l'éducation à la lumière des dernières découvertes sur le cerveau

Catherine Gueguen Pocket presse

Les dernières découvertes scientifiques sur le développement et le fonctionnement du cerveau bouleversent notre compréhension des besoins de l'enfant. Elles démontrent qu'une relation empathique est décisive pour permettre au cerveau des enfants et des adolescents d'évoluer au mieux, en déployant pleinement ses capacités intellectuelles et affectives.

Catherine Gueguen nous fait partager ces découvertes et propose des conseils éducatifs pour les parents et les professionnels. Un véritable plaidoyer en faveur d'une éducation bienveillante qui remet en cause nombre d'idées reçues.

Le Dr Catherine Gueguen est pédiatre depuis vingt-sept ans. Spécialisée dans le soutien à la parentalité, elle anime aussi des groupes de travail pour les médecins, psychologues, éducateurs et sages-femmes.

La neuroéducation n'est pas une révolution copernicienne de l'éducation

La question des finalités éducatives impose une réflexion sur l'apport des neurosciences, sur les conséquences de la connaissance des mécanismes cérébraux. L'alliance objective entre certains neuroscientifiques, le pouvoir politique actuel et ceux qui au nom des « pédagogies alternatives » entendent contourner le système éducatif public mérite notre vigilance.

<https://www.questionsdeclasses.org/?La-neuroeducation-n-est-pas-une-revolution-copernicienne-de-l-education>

« Pédagogies alternatives, pour qui ? Pour quoi faire ? » le 7^e numéro de la revue N'Autre école - Questions de classe(s)

Montessori, Steiner, Freinet, Summerhill et Colibri autant de noms éveillant l'espoir ou la défiance. Enfants épanouis ou futurs inadaptés ? Liberté ou laisser-faire stérile ? Éducation pour tous ou petit paradis pour privilégiés ? Questions légitimes mais oubliant largement que ces diverses pédagogies n'ont souvent que leur opposition au modèle dominant en commun. Loin d'être seulement techniques, ces divergences renvoient à un problème fondamentalement politique : pour quel rôle dans quelle société élevons-nous nos enfants ?

<https://www.questionsdeclasses.org/Pedagogies-alternatives-pour-qui-pour-quoi-faire-Nouveau-N-Autre-ecole>

Guide numérique EPS PEDT

Ce livret est l'aboutissement d'une année de rencontres, de lectures, de projets éducatifs, de visites sur sites d'un collectif constitué de conseillers de la DSDEN et de la DDCS ainsi que de coordinateurs territoriaux et de représentants de mouvements sportifs. Convaincus de la nécessité d'une cohérence et d'une complémentarité, ce groupe a cherché à mieux connaître, dans le département du Calvados, la réalité de terrains dans la mise en œuvre de la réforme des rythmes éducatifs.

www.calvados.gouv.fr/IMG/pdf/2017-dd14_pedt2-1.pdf



Éditions de l'ANDEV :
Ville de Saint Denis, Centre
administratif, 2 place du
Caquet, 93200 Saint Denis

Directrice de la publication
Rozenn Merrien
Rédaction ANDEV,
Comité de rédaction
Rozenn Merrien, Janine Bou-
vat, Bernard Maillard, Thierry

Vasse, Nicolas Debucquet

Maquette - Réalisation
Réseau Canopé

Imprimerie de Réseau Canopé
Téléport1@4 BP 80158 86961
Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal MARS 2018

